

5^{ème} rencontre du réseau Wresinski culture
Mouvement ATD Quart Monde
3 février 2006 - Paris



2^{ème} PARTIE

A partir de notre connaissance de personnes en situation défavorisée et de leurs capacités, comment susciter et encourager une mobilisation locale (élus, autres partenaires institutionnels ou associatifs, autres professionnels, habitants,...) visant à faciliter et développer de façon durable l'accès de tous aux pratiques culturelles et artistiques ?

SOMMAIRE

I - Introduction à la journée de réseau	3
II - Présentation du projet « la lecture pour tous ! Tous pour la lecture » dans le cadre du contrat de ville de Nevers par Laurence Bodin, médiatrice du livre de la médiathèque de Nevers et Patricia Aguera, coordinatrice culturelle de l'association l'Ilot-Livres à la Charité sur Loire.	11
III - Echange d' expériences au sein du réseau	21
ANNEXES	
Présentation des personnes qui ont pris la parole ¹	34
Qu'est ce qu'un réseau Wresinski du mouvement ATD Quart Monde ?	36
Qu'est ce que le réseau Wresinski culture ?	37
Lexique	38

¹ Toutes les paroles rapportées dans ce document ont été relues par leurs auteurs à l'exception de celles de Valeska Cieslak et Néemata Mahamdou qui n'ont pu être jointes pendant la période de relecture.

I. Introduction de la journée

Evelyne Riou, animatrice du réseau

« Une journée de rencontre de notre réseau, c'est toujours une occasion de prendre du recul ensemble à partir de l'activité de chacun. Aujourd'hui nous représentons 12 régions différentes et nous accueillons deux personnes de Belgique. Merci au passage aux personnes venues de loin : la Belgique, Marseille, Toulon, le Gard, la Bretagne, l'Alsace, la Lorraine. Bienvenue aussi aux autres bien entendu.

Vous exercez des métiers, des activités diverses avec des statuts différents. On le verra au fur et à mesure des prises de parole. Vous êtes engagés dans des projets variés mais **vous partagez une recherche fondée sur la lutte contre l'exclusion à partir de la rencontre, le partage de la culture, de l'expression artistique, de la création.**

Rappelons que le réseau Wresinski culture a été initié par le Mouvement ATD Quart monde en 2000. Il est encouragé par le ministère de la Culture, en particulier la mission pour le Développement des Publics de la Délégation au Développement et à l'Action Internationale (DDAI) qui est représentée aujourd'hui par Jean-Hugues Piettre que nous remercions. Nous avons aussi la chance d'accueillir Anne Minot et Anne Marie Burnel qui représentent les pratiques amateurs à la Direction Musique Danse Théâtre Spectacle (DMDTS) et enfin Valérie Gaye et Elisabeth Debeusscher pour le Développement de la lecture à la Direction du livre et de la lecture (DLL). Toutes ces équipes du Ministère accompagnent le Mouvement ATD Quart Monde dans ces projets culturels et artistiques nationaux. C'est une occasion de le dire ici et de les remercier.

Ce réseau culture n'est pas le seul réseau au sein d'ATD Quart Monde. Il existe d'autres réseaux d'échanges qui recoupent les différents droits fondamentaux : le travail, le logement, la santé, l'école, la famille, les vacances, il existe aussi un nouveau réseau d'élus qui s'appelle *Vie locale citoyenne* et un autre qui suit toutes les problématiques de mondialisation et de pauvreté.

Le réseau culture, tout en étant national et piloté depuis la France commence à prendre quelques contacts en Europe : la Suisse y est représentée depuis deux ans. Cette année c'est la Belgique. Des personnes du Luxembourg bien qu'intéressées n'ont pas pu venir aujourd'hui. Et puis nous parlions de l'Espagne, peut-être pour l'année prochaine.

Ce réseau est un espace d'échange privilégié qui nous permet lors de nos rencontres nationales comme aujourd'hui de **réunir des professionnels ou des personnes que nous posons ici comme tels, même si parfois leur activité est bénévole : des professionnels et des bénévoles de l'action culturelle ou artistique ou de l'action sociale. Cette rencontre de travail entre ces deux domaines d'activité existe au niveau local mais elle n'est pas si fréquente dans un travail de réflexion globale.**

L'association *Culture du cœur* représentée aujourd'hui par Jeannette Gheria de la délégation des Bouches du Rhône entretient aussi ce croisement et probablement plus fortement que nous.

Et puis **cette journée est aussi l'occasion d'inviter des membres du mouvement ATD Quart Monde engagés dans des actions culturelles ou artistiques. C'est donc une occasion de se former ensemble en apportant des éléments complémentaires d'une même réalité et donc une chance d'aboutir à une vision plus juste des choses.**

Qui sont les membres de l'équipe d'animation du réseau Wresinski culture ?

Je m'appelle **Evelyne Riou**. Je suis membre du Mouvement ATD Quart Monde. Je suis ce que nous appelons « alliée » c'est-à-dire dans un sens étroit on pourrait dire bénévole mais ce terme a un sens plus large, c'est d'être soi-même ce pont entre la société et les personnes qui ont une vie très difficile du fait de la pauvreté. Il y a diverses façons d'être allié. Cela peut être dans le cadre de son activité professionnelle ou en se mettant à la disposition du Mouvement, ou en militant dans une autre association en portant un certain nombre de choses dans cette association, dans son quartier, etc.

Agnès Durand, alliée à Marseille développe depuis 2002 ce réseau dans la région PACA. Le réseau a été boosté grâce à elle. S'il y a des personnes de la région PACA aujourd'hui dans la salle, c'est grâce à Agnès parce qu'elle les a rencontrées et qu'elle suit tout ce qu'elles tentent d'entreprendre. Agnès est aussi conservateur du patrimoine et à ce titre, elle fait aussi tout un travail. Je vais lui donner la parole. »

Agnès Durand, co-animatrice chargée du développement du réseau et des relations en région PACA :

« Oui, je suis partie de ma posture professionnelle à la recherche d'un encouragement et d'un appui pour développer une politique d'ouverture sociale de mon métier dans le cadre de l'association générale des conservateurs des collections publiques de France, notamment sa section régionale Provence Alpes Côte d'Azur. C'est ainsi qu'en PACA nous avons même commencé à réfléchir, avant que le réseau culture ne naisse, à la façon dont nous pourrions appliquer la loi d'orientation contre les exclusions votée en 1998. Quand le réseau est né, cela a donc été très naturel de le rejoindre. Et surtout en 2002 j'ai décidé de me décaler de cette vie professionnelle tout en restant en relation avec mes collègues à travers cette association. Et chaque fois que l'on m'y invite, je me déplace et j'interviens pour partager notre réflexion sur la participation des personnes en grande difficulté sociale à des projets artistiques et culturels, comme nous le faisons ici dans le réseau culture et dans le Mouvement ATD Quart Monde. Je suis allée par exemple à Lyon à l'invitation du conseiller musée de la DRAC Rhône Alpes pour un groupe de travail sur le projet scientifique et culturel. Je suis à disposition pour cela parce que c'est mon univers et que je sais que ce n'est pas si facile de pratiquer une politique d'ouverture sociale quand on est dans une institution et que l'on a à gérer une équipe, des projets, un établissement et que l'on n'est pas sur le terrain. C'est mon histoire personnelle qui me conduit donc à faire ce lien.

J'ai aussi essayé d'élargir mon regard en m'intéressant aux forums sociaux. Je suis allée au forum social européen à St Denis. J'ai ensuite fait partie de la délégation du

Mouvement ATD Quart Monde au forum mondial à Porto Alegre. Au-delà du travail qui nous avait été confié par ATD Quart Monde, je m'y suis intéressée à la réflexion des acteurs culturels. J'ai assisté à des débats. J'ai pris des contacts, ramené des idées. On en reparlera dans la conclusion. C'est une ouverture que j'essaie d'avoir, à travers cet engagement pour le développement du réseau en région PACA. »

Evelyne Riou : « Dans cette équipe, il y a aussi **Bella Berdugo** qui nous a rejoint il y a deux ans et demi. Elle est très discrète mais commence à faire sa place et s'intéresse beaucoup à l'évolution de ce réseau. Elle est aussi précieuse pour nous. La voilà ! Elle est bibliothécaire documentaliste et elle a eu un engagement en bibliothèque de rue. Sa présence dans ce réseau n'est donc pas un hasard.

Et puis pour préparer cette journée et au-delà de cette journée, je suis aussi beaucoup en relation avec **Brigitte Bourcier** qui est permanente du Mouvement qui est là et va nous aider à animer cette journée. Elle est à la fois responsable d'un atelier chant en Ile de France pour le Mouvement avec Jean-Paul Baget, chef de chœur, tous les deux animent cet atelier chant depuis plusieurs années. Ils auront l'occasion de nous en parler. Et puis Brigitte est aussi responsable de l'animation à Paris. A ce titre-là, elle est en relation avec un certain nombre de personnes, des partenaires qui mènent des actions culturelles à Paris. Et d'une façon générale, Brigitte a très à cœur toutes ces questions de rencontre, du vivre ensemble, à partir de la culture qui est un outil formidable de rencontre et de transformation du regard et des relations.

Contexte général en France

Alors, je pensais que nous avions particulièrement besoin de prendre du recul cette année dans le cadre de ce réseau, à au moins deux titres. **Nous sommes en effet conduits à nous réinterroger d'une part sur le sens, d'autre part sur les modalités de notre action, alors que l'INSEE indique que la pauvreté progresse en France.** Le reste de l'Europe ne fait pas vraiment mieux. Et puis 2006 est une année particulière pour le Mouvement ATD Quart monde et ce réseau dont il est l'initiateur.

Alors ce matin, avant de commencer sur les deux sujets de la journée, je vais donner quelques petites touches, éloignées ou proches du réseau mais qui ne sont pas sans rapport avec notre travail d'aujourd'hui.

Cette année, il y a 50 ans que Joseph Wresinski, le fondateur du Mouvement ATD Quart Monde est arrivé dans le camp des sans logis de Noisy le Grand, ce bidonville où tout a commencé pour ce Mouvement qui pose la rencontre et le partage culturel avec les plus démunis comme une condition d'éradication de la misère. Il est arrivé le 14 juillet 1956 dans le camp où vivaient 252 familles dans des abris de fibro ciment. Il est resté à leurs côtés et a fondé le Mouvement ATD Quart Monde avec elles. Ils sont restés

ensemble dans ce camp jusqu'à obtenir la construction d'une cité à côté du camp qui a été détruit au début des années 70.

Aujourd'hui encore une équipe d'ATD Quart monde du Val d'Oise s'est mobilisée pour des familles qui vivent sur un terrain dans une caravane, parfois sans moyen de la déplacer ou dans un mobil home. La municipalité leur a annoncé qu'ils devaient partir et ils ont reçu un avis d'expulsion. Or ces gens vivent là depuis des années, dix, vingt ou trente ans. Ce ne sont pas du tout des voyageurs. C'est là qu'ils sont allés à l'école, là que vont à leur tour leurs enfants. Ils sont connus. Ils sont parfois propriétaires de leur terrain. Leur vie est là. Ils n'ont pas les moyens d'en partir. Et maintenant au bout de toutes ces années, on leur annonce que c'est un terrain non constructible...qu'ils n'ont aucun droit et sont condamnés à l'errance. Dans la commune, cela se passe dans l'indifférence quasi générale et le tribunal leur a donné tort. Il faut entendre le témoignage de ces personnes qui savent rester dignes. C'est vraiment très fort. Jean Michel Defromont, volontaire du mouvement, est parmi nous aujourd'hui. Il a la passion de l'écriture et sait la mettre au service des personnes qui en ont le plus besoin. Il a rencontré ces personnes pendant tout un temps et a recueilli leurs paroles, leur histoire. Quand on entend ce texte, on voit les gens sur leur terrain dans leur caravane, dans leur vie de tous les jours : on ne peut pas rester indifférent. C'est le sens aussi de cette rencontre. Ce texte des familles de la ville d'Herblay intitulé "L'épine sur les roses" sera lu ce soir à la MJC d'Herblay à 20h30. Vous pouvez vous y rendre si vous le souhaitez.

Donc ici ou ailleurs, c'est toujours le désir de bâtir une société unifiée qui ne laisse personne de côté et considère tout individu non seulement comme capable d'apporter sa contribution à la société quand bien même sa vie est très difficile mais plus radicalement aussi la nécessité qu'il y a de partir du plus exclu pour prendre la mesure de notre avancée dans ce monde.

Pour ceux qui veulent en savoir plus et notamment savoir comment ATD Quart Monde place la culture dans la lutte contre la grande pauvreté et l'exclusion, je vous recommande la lecture de "Culture et Grande Pauvreté" aux Editions Quart Monde. C'est un texte issu d'une conférence donnée par Joseph Wresinski. Il est essentiel pour qui veut comprendre toute la dynamique du mouvement ATD Quart Monde.

Nous vivons dans une période où la pression des inégalités augmente en dépit des politiques qui peuvent être menées, où l'on sent une tension et un éclatement du corps social particulièrement en France où beaucoup de choses tendent à nous montrer ce qui nous différencie les uns des autres, où tout est occasion de tri entre les gens. La société se durcit. On sent une diffusion de la peur, un sentiment de défiance envers les autres. Une route qui va plus vers le séparatisme que l'unification. Et puis aussi un fort courant peu favorable à penser les échanges culturels et la créativité comme étant indispensables à tous mais aussi comme un moyen fort de repenser "le vivre ensemble".

Dans ce contexte, le mouvement a organisé en novembre dernier une rencontre européenne pour la **préparation d'une campagne publique pour 2006-2007**. Il y avait notamment des représentants de Belgique, Grande Bretagne, Espagne, Suisse, Belgique, France. Des personnes dont la vie est très difficile ont réfléchi au **contenu d'un message à faire passer aujourd'hui en Europe**. Et ce qu'elles ont dit peut nous aider pour notre rencontre d'aujourd'hui.

Elles ont dit ceci :

1/ La misère abîme celui qui la vit et on est tous coresponsables des causes et des conséquences.

2/ "On ne veut pas être aidés, mais contribuer". Ceci était très porté par l'Espagne où les gens disent : "on a des idées mais elles s'envolent parce qu'on ne sait pas écrire. On a de la créativité, mais on n'a pas de lieu où on est suffisamment en confiance pour la développer. On a des forces mais personne ne nous demande rien".

3/ "La sécurité c'est le lien social".

4/ Venant de la Suisse, l'affirmation que "si certains sont attaqués, nous sommes tous menacés". On est tous interdépendants.

5/ Venant de la France et de la Belgique, concernant l'accès aux droits, "on ne pourra rien faire sans la participation des plus pauvres eux-mêmes, sans le partenariat."

Avec ce réseau nous prenons le parti de faire front coûte que coûte en pensant que même dans la tourmente, il est indispensable de maintenir des espaces d'échanges autour de l'action, pour deux raisons essentielles :

- les actions locales et leur développement, au plus près des personnes contribuent réellement à changer les choses, à faire en sorte que chacun puisse vivre mieux. Nous en avons eu des échos dans ce réseau puisque des personnes qui participent à des ateliers culturels ou artistiques sont venues parler, ici même, de leur expérience personnelle en décembre 2004. On en reparlera puisque quelques unes de leurs phrases nous accompagneront encore cette année. C'était notre objectif : en faire l'objet de notre réflexion.

- ensuite parce que rendre visible ces dynamiques peut apporter beaucoup au débat national et européen. Elles montrent que c'est possible et donnent des pistes de travail.

Ce Mouvement agit à différents niveaux, international, national, politique, avec d'autres associations, avec les partenaires sociaux,... pour rappeler partout les obligations que nous avons à faire respecter les droits de tous. Des personnes y parlent de la réalité de

leur vie et travaillent à des propositions pour faire changer les choses. Il y est aussi question des actions qui sont menées dans les quartiers, les nôtres mais aussi les vôtres, celles d'autres associations, des professionnels, des élus. **Il est donc toujours plus indispensable de fortifier ces actions citoyennes en prenant appui sur les personnes qu'elles concernent et leur histoire.** C'est valable aussi bien au niveau local, qu'au niveau national, parce qu'on ne peut engager un combat plus politique, ce que fait ce mouvement, sans ce terreau. Sans lui, le combat politique est vidé de sa substance. Mais seuls on ne peut rien. Il faut prendre du poids. C'est valable à tous les niveaux.

Pour illustrer cette nécessité de prendre du poids, je voudrais faire référence au travail de Patrick Viveret.

Patrick Viveret est philosophe de formation, magistrat à la Cour des Comptes et auteur du rapport *"Reconsidérer la richesse"* remis au Secrétaire d'état à l'économie solidaire en 2001.

Il a signé un article dans la *Revue Quart Monde "Reconsidérer la pauvreté ?"* de novembre 2004.

Son dernier livre a un titre provocateur : *"Pourquoi ça ne va pas plus mal"* au Seuil, collection La République des idées.

Récemment, il est venu rencontrer des membres de l'équipe nationale du Mouvement ATD Quart Monde. J'ai relevé un certain nombre de ses remarques qui me semblent particulièrement intéressantes pour notre journée. Il a notamment dit :

- "Donner un sens à sa vie et se relier à autrui sont les deux éléments indispensables à l'être humain".

- "On parle de nécessité de libérer les énergies. Oui mais **cette notion de libération d'énergie est à penser maintenant non pas du côté des plus riches mais du côté des plus pauvres. C'est de ce côté là qu'il faut chercher. Il y a un vrai gâchis.**"

Et puis il a parlé de ce qu'il appelle **"l'émergence des créatifs culturels"**, culturels au sens large. C'est une notion qu'il développe dans son dernier ouvrage. Il les définit comme **des personnes qui agissent sur le terrain et travaillent sur les forces de vie, le lien social, la convivialité.** Ils ont une capacité de reconnaissance mutuelle et en même temps besoin de savoir qu'ils ne sont pas seuls. Selon lui, **c'est eux qui font que les choses tiennent.**

Alors je lui ai posé une question :

Je lui ai parlé du réseau culture en lui disant que j'y reconnaissais bien là des créatifs culturels et je lui ai demandé : "comment faire reconnaître le travail de ses membres ? comment créer de la valeur à partir de ces expériences ? Parce qu'on a l'impression qu'il y a d'un côté ceux qui pensent la société en étant un peu déconnectés de la réalité et de l'autre côté, des créatifs qui innovent sur le terrain."

Il m'a répondu ceci :

"Il ne faut pas chercher la reconnaissance par le haut. **Cherchez la reconnaissance horizontale. Il faut cultiver l'art de transformer les interstices en brèches, vous mettre en réseau avec d'autres réseaux, construire des ressources en légitimité.** Et ensuite, c'est bien le diable si à un moment donné dans ce maillage, il n'y a pas une possibilité de reconnaissance verticale."

Une recherche intemporelle liée à l'humain

Au delà du contexte, nous en sommes à la septième année de réseau et à la 5^e rencontre nationale. Et je constate que **ce que vous exprimez dans le cadre de ce réseau, de votre expérience, est tout à fait intemporel pour la plus grande part de tout ce qui est dit**. C'est absolument frappant quand on relit les traces écrites. On s'aperçoit que les choses évoluent sur cette base intemporelle. Cela veut dire que **quoi qu'il arrive de conjoncturel, il y a des choix, des stratégies, des lignes de conduite, qui sont à découvrir et qui restent toujours valables. Elles sont liées à l'humain. Cela ne change pas**. On peut construire là-dessus. C'est du solide. La recherche, le questionnement n'est pas lié au temps mais au cheminement de toute personne qui s'engage sur cette route visant à rejoindre les personnes les plus étrangères à toutes ces activités culturelles et artistiques, à la vie sociale de leur quartier, de leur village.

Ce qui compte, ce sont les personnes. Et **nous sommes ici parce que nous savons que la culture est un levier pour la libération des personnes**. C'est difficile à mettre en œuvre et difficile à faire partager. Mais la seule façon de pouvoir tenir bon, c'est de s'accrocher à ce dont on est témoin dans ces ateliers culturels et artistiques et de donner la parole à ces personnes qui y participent et sont les mieux placées pour dire combien c'est important. Nous l'avons fait l'année dernière quand des personnes qui participent à différents ateliers sont venues témoigner de leur expérience.

Et rappelons-le, c'est important de tisser des réseaux d'échanges, de valorisation, au plus près autour de soi. Il y a notre réseau qui est un soutien mais il y a aussi et surtout tous ceux que vous tissez tous les jours avec d'autres. Il ne faut donc pas sous-estimer ce pouvoir individuel qui demande à rencontrer celui des autres.

Liaison avec la dernière rencontre du réseau

Pour cette journée nous avons proposé cinq pistes de travail. Ces axes sont apparus suite à **notre dernière journée de décembre 2004 qui accueillait dix-sept participants à des ateliers culturels ou artistiques. Ces personnes avaient préparé une petite intervention pour raconter leur expérience, nous dire ce que la participation à de tels ateliers leur apportait dans leur vie personnelle ou familiale**. Ces personnes avaient accepté de venir nous confier leur réflexion sur le sujet avec souvent beaucoup d'émotion. Certaines ont apporté des éléments de réflexion précis, d'autres ont raconté un parcours personnel.

Après trois années de partage entre professionnels, au sein du réseau, l'objectif était de refonder notre travail de réflexion à partir du témoignage de participants à des ateliers culturels ou artistiques.

Des pistes de réflexion se sont dégagées de la retranscription de ces témoignages. D'où une proposition de travail déclinée en cinq pistes.

1. A partir de notre connaissance de personnes en situation défavorisée et de leurs capacités, comment susciter et encourager une mobilisation locale visant à faciliter et développer de façon durable l'accès de tous aux pratiques culturelles et artistiques ?
2. Comment rencontrer des personnes en situation difficile qui vivent enfermées chez elle, et susciter leur désir de participation à des projets culturels ou artistiques ? Comment passer de l'enfermement à la citoyenneté ? Comment « s'approprier mutuellement » et s'engager dans un processus ?
3. La nécessité de faire évoluer des projets qui durent : comment permettre à chacun de progresser suffisamment dans le groupe pour qu'il se sente prêt à rejoindre d'autres propositions et gagner en autonomie ?
4. Comment mieux préparer l'évaluation des actions culturelles et artistiques, conçus comme des processus, menés avec des personnes en situation de pauvreté, afin de mieux défendre ces projets ?
5. Comment permettre aux personnes de s'ouvrir sans que cela ne les isole de leurs relations, de leur quartier ? Comment leur permettre de prendre des responsabilités dans leur quartier ?

Pour préparer cette journée nous vous avons demandé de choisir deux thèmes parmi les cinq. Vous avez choisi les deux premiers.

Pour les aborder, plutôt que de travailler en petits groupes l'après-midi comme nous en avons l'habitude, il nous a semblé intéressant de tenter de rester en réunion plénière toute la journée afin de ne pas disperser nos éléments de connaissance sur les sujets et que chacun d'entre vous puisse tout entendre. **Les deux sujets seront donc abordés en demi-journée.** Il est clair que cette formule est moins propice à la rencontre inter individuelle comme nous l'avons privilégiée jusqu'à présent mais elle est plus profitable à la concentration de toute la richesse, à condition que nous réussissions à bien distribuer la parole à tous ceux d'entre vous qui peuvent apporter des éléments sur les sujets. C'est ce que nous allons tenter.

Une intervention introductive sur les deux thèmes va nous permettre d'entrer dans le vif du sujet. Ensuite sur cette base, nous pourrons croiser nos éléments d'expérience.

Concernant les trois autres sujets, il ne s'agit pas de les abandonner. Je vous propose de les aborder à notre prochaine rencontre qui aura lieu le vendredi 8 décembre 2006.

L'organisation en plénière a aussi un avantage. Elle génère moins de travail d'enregistrement et de restitution et il nous semble donc possible d'envisager une autre rencontre dans 10 mois, ce qui recalera nos rencontres annuelles en fin d'année.

Thème de travail retenu pour l'après-midi

A partir de notre connaissance de personnes en situation défavorisée et de leurs capacités, comment susciter et encourager une mobilisation locale (élus, autres partenaires institutionnels ou associatifs, autres professionnels, habitants,...) visant à faciliter et développer de façon durable l'accès de tous aux pratiques culturelles et artistiques ?

II- Présentation du projet « la lecture pour tous ! Tous pour la lecture » dans le cadre du contrat de ville de Nevers par Laurence Bodin, médiatrice du livre de la médiathèque de Nevers et Patricia Aguera, coordinatrice culturelle de l'association l'Ilot-Livres à la Charité-sur-Loire.

Laurence Bodin :

« La Nièvre est le quatrième département, le « parent pauvre » de la Bourgogne. Je fais de la médiation par le livre depuis bientôt huit ans dans la médiathèque de Nevers. Au départ j'ai été recrutée comme emploi jeune, comme beaucoup de médiateurs du livre, et puis j'ai eu la chance d'avoir une formation, d'avoir le concours qui me permettait d'accéder aux postes de la fonction publique en bibliothèque. Mais j'ai eu aussi la chance d'être pérennisée sur le poste de médiateur du livre. J'ai donc conservé mes missions après la pérennisation de l'emploi jeune. Mes missions sont assez vastes : J'ai eu la grande liberté, quand j'ai été recrutée, de toucher tous les nouveaux publics, - je n'aime pas dire « non-public », parce que déjà, dans le terme, on efface les gens. Mon rôle était de toucher des nouveaux publics pour la médiathèque, que ce soit hors les murs, et plus tard, dans les murs. Comme j'avais beaucoup de liberté, j'ai pu adapter le contact avec ces publics-là en fonction de mes compétences, et en fonction de mon tempérament. On dit depuis ce matin qu'on est dans l'humain, et dans l'humain il faut aussi s'adapter à ce qu'on peut faire et à ce qu'on aime faire. Je fais plein de choses : j'anime des ateliers d'écriture avec des détenus de la maison d'arrêt de Nevers, avec des jeunes adultes qui sont dans des modules d'insertion, de réinsertion, avec le BIJ (Bureau Information Jeunesse), la Mission Locale, parfois avec des lycées où il y a des classes spéciales qui s'appellent «Modal», et puis aussi dans des classes de lycées professionnels qui s'appellent les CIPPA (Cycle d'insertion Professionnelle Par Alternance) dans des modules entre l'école et le monde du travail où les jeunes réfléchissent à ce qu'ils veulent faire ensuite. Je fais du portage de livres à domicile comme il existe dans de nombreuses bibliothèques. Ce service existait déjà avant mon arrivée. Je l'ai repris de part la nature de mon poste. Je fais des lectures interactives avec des adultes handicapés mentaux, en partenariat étroit avec les aides médico-psychologiques. Ensemble, nous faisons un travail en amont sur ce qui est nécessaire de faire travailler aux résidents, c'est à dire la mémoire, et la culture générale : les chiffres, les couleurs, les saisons, le temps, parce qu'ils ont beaucoup de mal à se repérer dans le temps. Et puis tout le quotidien : la toilette, les transports en commun, les courses, etc. Nous sollicitons aussi leur imaginaire en leur lisant des histoires. Je fais aussi des lectures en pédiatrie à l'hôpital de Nevers, et des dépôts de livres dans les institutions qui le

demandent, en particulier les maisons médicalisées pour personnes âgées, et des bibliothèques de rues que je vais décrire après plus en détail.

Les bibliothèques de rues n'existaient pas à Nevers. C'était une demande assez forte de la conservatrice de la médiathèque. Il m'a fallu à peu près 9 mois de rencontres avec les personnes qui travaillaient déjà dans les quartiers que nous voulions toucher en bibliothèque de rue. Après ces neuf mois nous avons pu mettre en place trois bibliothèques de rues dans trois quartiers classés ZEP à Nevers. Et depuis cette année, grâce au partenariat avec l'association *L'Ilot-Livres*, une quatrième bibliothèque de rue est née dans un quatrième quartier. Ce sont des services réguliers. Mes missions sont des missions de service public. Je rencontre les publics soit de façon hebdomadaire, soit bimensuelle, soit mensuelle. Il y a aussi des choses ponctuelles qui se font dans le cadre de manifestations nationales telles que *Lire en Fête*, *le Printemps des Poètes*. Par exemple, j'interviens pour *Le Printemps des Poètes* dans un foyer d'accueil d'urgence.

Je suis la seule médiatrice du livre dans la médiathèque pour mon plus grand regret, mais heureusement depuis le début de l'année 2005, une animatrice de l'association *L'Ilot-Livres* travaille avec moi en bibliothèque de rue. Je ne faisais que du prêt et retour de livres. Je lisais des histoires assez ponctuellement, plutôt quand il y avait peu d'enfants. Avec l'arrivée de l'animatrice de *L'Ilot-Livres*, maintenant c'est un vrai temps d'animation. La bibliothèque de rue n'est pas que le prêt-retour des livres, c'est aussi un temps où les enfants viennent écouter les histoires, ce qui crée des liens beaucoup plus ténus avec les enfants, et surtout avec les mamans qui sont plus régulières au rendez-vous. »

Patricia Aguera :

« Je suis Patricia Aguera, je suis coordinatrice culturelle dans une association qui s'appelle *L'Ilot-Livres*, qui est aussi implantée dans la Nièvre. Le siège de l'association se situe à la Charité-sur-Loire, qui est une cité du livre, mais l'association mène des actions dans tout le département. L'association a été créée pour mener et organiser *Les Rencontres Jeunes dans la Nièvre*, une manifestation qui dure 15 jours durant le mois de mars. Il y a 6 ans, quand je suis arrivée, les objectifs de l'association étaient « le plaisir de lire des enfants » en multipliant les actions avec le livre et le conte dans tout le département. Je suis issue d'un milieu pauvre, cela va expliquer que j'ai la hargne et que dans tous les cas je suis militante, c'est clair et je le revendique. J'ai différents diplômes, spécialisés autour de la littérature jeunesse, le conte... Pour moi ils ne sont que des outils qui me permettent d'aller vers les autres et entre autres vers -certains disent « non publics », d'autres disent les gens « plus éloignés »- l'idée c'est que c'est ce public-là qui m'intéresse, puisque je viens de là, donc c'est une évidence. Quand j'ai été recrutée, je connaissais bien la Nièvre, parce que j'y ai travaillé comme directrice de structure petite enfance. Donc j'avais déjà un réseau de connaissances au niveau des maisons de quartiers, des centres sociaux, au niveau du monde de la jeunesse. J'ai été recrutée comme chargée de la formation et de l'animation, et j'ai commencé à accentuer, à proposer de travailler en direction des publics défavorisés.

Nous avons mis en place quatre grands pôles :

- nous sommes centre de ressource au niveau du département, référent par rapport au livre. Nous faisons un travail de création, de module d'exposition par exemple pour les bébés lecteurs, des espaces ludiques et créatifs. Nous créons des documents de communication, présentation de nouveautés par exemple.

- Notre manifestation annuelle est toujours un moment fort avec une quarantaine d'auteurs et illustrateurs qui se déplacent dans le département. C'est une de nos spécificités. Nous les emmenons rencontrer des enfants après parfois une heure de route. Pour nous la culture doit entrer dans tous les milieux même les milieux ruraux les plus éloignés.

- Il existe aussi un pôle formation. Nous formons aussi bien les professionnels que les bénévoles, parce que nous nous sommes aperçus que dans les structures comme les centres de loisirs, les animateurs ont des contrats précaires et changent très souvent alors que les bénévoles qui vivent dans le quartier depuis 10 ans sont toujours là. Nous nous sommes donc appuyés sur les bénévoles et les professionnels pour les former. Dans l'équipe, nous sommes trois avec une trentaine de bénévoles mais ce n'est pas suffisant, nous faisons donc beaucoup de formation avec des professionnels, des bénévoles.

- Enfin il y a le pôle que nous appelons « les préventions précoces » pour les actions en direction des familles.

Longtemps j'ai cru qu'en tant que professionnelle, j'allais venir avec des livres, m'asseoir avec les enfants, transmettre mon plaisir et que j'allais finalement remplacer les parents. J'y ai cru, c'était sincère dans ma démarche. Je pense comme le Monsieur [Wahed Allouche] qui était là ce matin et qui soulevait la question des pratiques professionnelles. C'est quelque chose qui me hante beaucoup et qui m'interpelle. J'ai cru longtemps qu'il suffisait que je me substitue aux parents que j'allais communiquer mon plaisir du livre et que l'enfant allait prendre un livre en rentrant chez lui. Pourtant j'avais un vécu qui me disait que cela ne se passait pas du tout comme ça. C'était une pure utopie, et à un moment je me suis demandé ce que je faisais.

Je me suis rendu compte que j'avais souvent oublié les parents, et oublié de travailler avec eux, à côté d'eux. Pas à leur place, mais de les soutenir dans leur rôle de parents et de médiateurs du livre. A partir de là, nous avons monté de nombreuses actions. On s'est très rapidement rendu compte que travailler avec les publics dits difficiles, les publics éloignés, cela voulait forcément dire aller vers eux. Donc nous avons commencé à intervenir dans les haltes-garderies avec les lectures à voix haute, *Les restos du cœur*. Quand les gens attendent, nous nous sommes dits : « Ici ils sont captifs de quelque chose qui les dépasse, nous on va se poser, on va être des propositions : propositions de conter, propositions de lire, de chanter avec eux, avec les petits et les grands.

Nous avons multiplié ce type d'actions avec les familles. Il y a quatre ans, la première action a été montée dans un quartier de Nevers qui comprend un taux de familles immigrées très important. Nous avons rencontré une association qui travaille dans la lutte contre l'illettrisme. Nous partons du fait que notre association est toute petite par rapport à l'ampleur du travail à mener. Quel que soit le projet, nous nous sommes toujours associés à d'autres acteurs, même pour les actions qui à priori paraissent les plus simples. Si on veut vraiment cibler les personnes qui sont les plus éloignées, il faut trouver les bons partenaires. Par exemple, pour cette action avec une dizaine de familles immigrées ou d'origine immigrée, nous avons travaillé avec une association qui s'appelle l'AFPLI, spécialisée dans le domaine de la lutte contre l'illettrisme, avec les directeurs du centre social, avec la référente de la halte-garderie, avec Laurence Bodin pour la première fois aussi. Nous essayons de tisser des sortes de petits maillages, où chacun aura une parole qu'il va transmettre à quelqu'un qu'il connaît. Nous avons donc monté cette première action,

qui consistait à rencontrer les familles toutes les semaines, celles qui étaient partantes. Nous essayons systématiquement de brasser nos groupes, faire que l'on ait bien des familles pauvres, des familles immigrées mais aussi des familles d'autres milieux plus aisés. L'idée était de construire un temps convivial, du lien. Au début nous avons eu beaucoup de ratages. Parmi nos partenaires nous avons des éducateurs ou des assistantes sociales. Quand des familles arrivaient par l'assistante sociale, nous avons compris qu'elles se sentaient pointées comme étant de très mauvais parents qui n'avaient même pas la capacité d'amener des livres à leurs enfants. Quand une assistante sociale pointe une famille, quelque part elle pointe aussi une défaillance.

Aujourd'hui nous tentons de travailler sur la notion de lien et de convivialité. Toutes nos actions démarrent par le thé, c'est un temps où l'on va par exemple manger un gâteau qui vient de Turquie. Cela permet aux mamans de valoriser ce qu'elles savent faire. Nous, les animatrices nous buvons aussi le thé. Nous proposons un temps de lecture à voix haute et de conte. Si nous partageons un temps de comptines, et de jeux de mains, je vais le faire en français, mais en demandant aux mamans si elles connaissent une comptine de leur pays. Nous recherchons cette interactivité. Ce n'est pas toujours facile. Nous finissons par un atelier d'arts plastiques, parce que nous avons pensé que pour les mamans, qui avaient de gros problèmes d'expression, il fallait trouver un autre moyen pour leurs enfants et pour elles, d'être à égalité avec les autres, et les arts plastiques ont été une très bonne piste.

C'est à partir de ce projet que nous avons été remarquées pour le Contrat Ville, en particulier par rapport à notre travail de médiation et de partenariat dans le département. Un jour, le groupe de pilotage du contrat de ville nous a proposé de développer la médiation de rue, avec un financement de la DRAC dans le cadre du contrat de ville et de la convention culture. »

Laurence Bodin :

« Les contrats politique de la Ville sont des accords entre l'Etat et les municipalités pour harmoniser les politiques des villes. Le dernier étant 2000-2006. Les projets menés dans ce cadre sont sous contrat et s'appellent des contrats de ville. Le GIP (Groupement d'Intérêt Public) de la communauté d'agglomération de Nevers est l'organisme qui gère les finances de ces contrats de ville. Il contrôle et veille à l'harmonisation des projets dans un même périmètre d'autant plus que les moyens diminuent. Cela oblige à travailler en partenariat sur des projets qui se ressemblent ou qui touchent les mêmes publics. Le GIP souhaitait un plus grand partenariat sur le territoire.

Il y avait une question au cours de la préparation de cette journée : « comment ce GIP a t'il été amené à accepter le diagnostic que vous avez posé ? »

Suite à la demande de la DRAC, il faut établir un diagnostic du territoire, évaluer les besoins, les attentes de ces publics, et comment y répondre. Mais la question ne s'est pas posée ainsi, parce que le GIP connaissait notre travail. Personnellement, j'avais été responsable de Contrats de ville pour la médiathèque pendant deux années de suite. Il connaissait déjà notre travail, il connaissait nos pratiques. Nous avons évidemment travaillé ensemble Patricia Aguera et moi sur les évaluations, les bilans. Nous avons déjà l'habitude de travailler ensemble. Le GIP a accepté notre diagnostic.

Patricia Aguera :

La demande du GIP a été de développer la médiation du livre à Nevers, et sur l'agglomération. Je connaissais très mal l'ensemble de ce territoire. L'agglomération a été coupée en quatre quartiers avec mission pour nous d'intervenir dans chaque quartier. Dans un premier temps, nous avons décidé de rencontrer les personnes qui nous semblaient les personnes référentes dans chaque quartier. Elles nous ont parlé du quartier, des publics et nous avons regardé les statistiques. Nous nous sommes rendu compte que ce n'était pas suffisant que nous devions rencontrer d'autres personnes. Nous avons donc essayé de multiplier les rencontres avec des professionnels, des directeurs de maisons de quartier ou autres, pour voir quels étaient les différents regards et voir ce qu'il en ressortait. A partir de là, nous avons pu poser un profil, et repérer les publics que nous souhaitions toucher, et qui à priori ne l'étaient pas et nous avons fait des diagnostics.

Laurence Bodin :

Il y avait quatre quartiers, nous avons donc fait quatre diagnostics différents en rencontrant des directeurs de centres sociaux, de maisons de quartiers, des représentants de l'éducation nationale, le milieu associatif, des bénévoles... Dans chaque quartier nous avons trouvé des publics très différents, c'était assez étonnant.

Sur le premier d'entre eux, nous avons constaté qu'il y avait une population âgée assez importante, et que le centre social et toutes les structures du quartier ne les voyaient quasiment pas. Donc des gens assez isolés. Et nous avons constaté aussi que les structures, bien qu'elles soient nombreuses, ne travaillaient jamais ensemble. Il n'y avait pas du tout de ponts entre eux. Il fallait créer ces liens entre les structures.

Dans le second quartier, l'attente était très clairement établie par le centre social. C'est un quartier un peu plus petit. Le centre social est très présent. Une demande du centre social pré existait déjà, concernant les parents des enfants âgés de 6 à 10 ans. *L'Ilot-livres* a décidé d'accompagner davantage ces parents avec leurs enfants, autour de la lecture et du conte.

Dans le troisième quartier, les données statistiques indiquaient une très forte présence de familles monoparentales et beaucoup d'enfants très réticents à l'objet livre, parce qu'en grande difficulté scolaire. Nous savons que souvent le livre est synonyme de travail à l'école, malheureusement. Il fallait travailler dans ce domaine et puis il n'y avait pas du tout d'actions de préventions précoces.

Le quatrième quartier : dans le plan de la ville du GIP, quatre petits quartiers qui avaient des vécus et des histoires très différents, des populations très différentes se retrouvaient regroupées dans un seul quartier. C'était très compliqué parce qu'il y avait beaucoup de structures qui ne travaillent pas du tout avec les mêmes publics, pas du tout dans les mêmes zones géographiques. Nous devions trouver un lieu neutre, qui soit suffisamment central pour toucher tout le monde et ensuite créer des actions qui rassemblent tous ces gens-là. A priori pour l'instant c'est encore compliqué un an après. Ce quartier a été une projection construite par les politiques mais qui ne correspond pas à l'historique du territoire.

Patricia Aguera :

Suite à ce diagnostic, j'ai monté le projet, en sachant que j'allais proposer une journée avec ATD Quart Monde. C'était une envie très forte, et pour moi le projet n'avait de sens que si je sensibilisais le public d'une manière générale, les professionnels et les bénévoles, à l'idée de nos « représentations » du public, du livre, de la lecture... Effectivement, en 2002 j'avais participé à un séminaire de coformation *Quart Monde Partenaires* organisé par ATD Quart Monde sur le croisement des pratiques, cela m'avait secoué. Pour moi c'était une évidence que ce projet devait comprendre des actions, une journée de colloque avec la présence d'ATD Quart Monde, et des temps de formation. Quand j'ai monté le projet j'ai expliqué que pour les actions on aurait besoin de recruter une animatrice lecture. Les membres du GIP étaient d'accord sur tout sauf sur le colloque qui leur semblait inutile. Pour le recrutement d'une animatrice, j'avais détecté une maman qui n'avait aucun diplôme, mais qui avait une passion pour le livre et le conte. Nous avons proposé un vrai contrat à cette maman, un vrai poste avec un vrai salaire, sur une grille qui la mettait à un niveau de quelqu'un qui avait un BEATEP. C'était un vrai bonheur. Cette maman est animatrice lecture, elle intervient en binôme avec Laurence dans chaque quartier, une fois par semaine pour animer une bibliothèque de rue. Et dans chaque quartier, en fonction des caractéristiques qui étaient ressorties du diagnostic, nous avons monté une action spécifique. Par exemple, sur le quartier où il y avait beaucoup de personnes âgées et où les structures étaient assez isolées, nous avons créé un groupe constitué de bénévoles, de salariés, qui en fonction des envies, se déplace dans différents lieux : faire de la lecture à voix haute chez une personne âgée par exemple. Ailleurs, nous intervenons dans la bibliothèque Centre de documentation d'un groupe scolaire qui ne fonctionnait plus depuis très longtemps. Nous accueillons des enfants en difficulté pour la lecture et les contes.

Dans l'autre quartier des bords de Loire, nous menons une action avec des parents. Pour nous, le parent est aussi important que l'enfant pendant ces temps de partage de la lecture. Nous cherchons à valoriser aussi bien le parent que l'enfant. Ce groupe de parents d'enfants entre 6 et 10 ans se retrouve toutes les semaines, le jeudi en fin de journée pour partager un temps de goûter convivial. On se rend compte que c'est presque ce temps-là qui motive la venue des mamans. Beaucoup d'entre elles sont très isolées, c'est donc un vrai temps de rencontre et de paroles qui leur est proposé. Il y a un temps de lecture et un temps d'échange.

Dans un des autres quartiers nous avons tenté de mettre en place une action prévention-précoce avec des mamans. Quand on dit « action prévention-précoce », cela veut dire avec des parents d'enfants tout petits, non encore scolarisés. La responsable de la halte-garderie nous a ouvert ses portes ainsi qu'aux parents, pour qu'ils puissent assister aux séances. Nous avons en projet ensuite de monter un groupe uniquement de parents mais nous n'y sommes pas du tout arrivés. Nous sommes donc en train de revoir notre projet.

Aujourd'hui notre animatrice a pour mission de s'appuyer sur les différents professionnels du quartier, pour essayer d'aller chez les mamans quand elles sont très exclues : Pour les familles d'origine immigrée, c'est un vrai challenge de faire apprendre la langue à leurs enfants. Elles se mobilisent donc beaucoup plus facilement sur nos actions que les parents qui sont d'origine française. Les parents d'origine française, socialement

disqualifiés, exclus, sont des parents qui sont encore pour nous beaucoup plus difficile à toucher. Ils se refusent. Ils ferment les portes. Ils emmènent les enfants à l'école et rentrent chez eux. Ce sont ces parents-là, ces mamans-là qui nous intéressent. Je dis « maman » parce que pour la plupart des familles monoparentales, dans ce quartier, c'est le cas. L'objectif dans un premier temps, c'est de proposer un temps d'animation uniquement avec la mère et son enfant.

Et dans le quatrième quartier qui nous posait autant de problèmes, du fait de conflits entre des structures et un manque d'unité sur le territoire, nous avons investi un espace qui s'appelle l'AGORA. C'est un lieu totalement neutre qu'une structure nous prête. Et dans ce lieu nous proposons une programmation. C'est là de la consommation culturelle, nous le savons. Pour nous c'est une étape, nous proposons des animations aux groupes de parents.

La deuxième partie du projet pour le contrat de ville, c'était la journée de colloque. Quand nous avons essayé d'élaborer clairement la journée de sensibilisation telle que nous la souhaitions, cela a été conflictuel parce que le GIP m'a demandé de revoir ma copie sur ce point-là. Nous avons rediscuté. J'ai expliqué que cette journée je la souhaitais ouverte à tous, aussi bien aux professionnels qu'aux parents. Il a refusé la façon dont elle était structurée. Après avoir réfléchi, je me suis dit qu'ils n'avaient pas tout à fait tort. Il fallait que je touche les professionnels. J'ai conservé le matin pour ouvrir un temps de parole avec tous les professionnels et bénévoles qui s'interpellent autour du livre : pourquoi le livre ? quel sens ? comment l'utiliser ? L'après midi, je me suis dit que si je voulais vraiment toucher les parents les plus exclus, le GIP avait raison, il fallait que je change de méthode. Je suis allée frapper à toutes les portes des centres sociaux, à toutes les portes des maisons de quartier. J'ai découvert l'existence de réseaux que je ne connaissais pas, et que si je n'avais pas dépassé cette première étape, il y aurait eu des ratages. J'ai demandé des rendez-vous avec les référents familles, et je leur ai demandé si ce que je voulais faire de cette journée avait du sens pour eux. Nous avons rediscuté ensemble du projet et ils ont été partants.

Nous avons voulu que la journée se déroule à la médiathèque, parce qu'on savait que les familles immigrées ne rentraient pas dans ce lieu. A Nevers comme dans bien des villes, ce lieu a un côté très sacré, c'est presque un temple ! Quand on la voit de loin, on peut se dire : « Ce n'est pas pour nous ». Nous nous sommes dit que si les groupes de famille étaient accompagnés par des professionnels avec lesquels ils sont en confiance, cela pouvait fonctionner. Certains professionnels ont joué le jeu à fond, ils se sont engagés à venir avec les familles, à assister à ce temps du début à la fin. C'était un vrai projet pour eux. Et puis nous avons programmé en soirée une table ronde avec ATD Quart Monde.

Pour préparer cette journée de colloque, de sensibilisation, nous avons continué à rencontrer l'équipe qui nous finançait et qui était toujours à notre écoute. C'était un point fort. Cela nous a bousculés dans nos préjugés.

Le matin de cette journée, une vingtaine de personnes s'est mobilisée, très difficilement. En revanche, les échanges ont été très intéressants. Nous avons découvert que les professionnels étaient totalement isolés dans leur structure, et qu'il y avait une nécessité de créer un réseau dans le département pour s'interroger ensemble

et trouver des solutions ensemble. L'après midi, les référents famille ont joué le jeu et sont venus à la médiathèque de Nevers avec les familles.

Laurence Bodin :

La médiathèque de Nevers est un monument. C'est un ancien couvent, un bâtiment très ancien, en U, devenu médiathèque et école nationale de musique. Il a été restauré dans les années 80 un peu à la manière de la Pyramide du Louvre, avec une grande verrière qui rassemble les deux ailes du U. La bibliothèque est sous la verrière, et nos bureaux dans une des ailes, l'école de musique dans l'autre aile. C'est très beau, mais peut impressionner les gens qui a priori ne viennent pas en bibliothèque.

Patricia Aguera :

Et c'est là que nous avons fait venir les familles. Un groupe d'une quinzaine de femmes voilées a franchi les portes, et pour nous c'était magique. Les femmes parlaient comme à l'extérieur. Il y avait toute une musicalité et la bibliothèque a pris tout à coup un autre visage. Les dames croyaient qu'il fallait payer pour entrer. Il y a eu 25, 30 personnes en tout : les professionnels qui accompagnaient les parents et les mamans, et nous avons lu des histoires.

Nous avons dit à peu près ceci : « Vous êtes immigrés ou pas, le livre n'est pas forcément votre truc, mais votre enfant à l'école va avoir plein de livres, et si vous ne l'aidez pas à faire en sorte que ce livre devienne un outil de tous les jours et un outil du plaisir, ça va être plus compliqué pour lui ». Nous avons lu à voix haute et nous avons ri.

Le soir, Marie-Odile Novert, volontaire permanente du Mouvement ATD Quart Monde a participé à une table ronde avec d'autres personnes, pour nous parler des bibliothèques de rue. Les membres du GIP étaient présents et c'était important d'avoir leur soutien à ce moment-là, vis-à-vis des professionnels présents. Il y a eu un temps d'échange intéressant.

Après cette journée, le projet global a été reconduit.

Laurence Bodin :

Cela fait bientôt huit ans que je travaille à la médiathèque et cette journée m'a permis de prendre conscience que les professionnels des structures avec lesquelles nous travaillons dans les quartiers ZEP, ne connaissaient pas la médiathèque ou pas très bien. La plupart connaissaient le bas, sous la verrière, mais ils ne savaient pas qu'une discothèque était accessible dans les étages et qu'il y avait un fond patrimonial important dont le fond François Mitterrand. Un grand escalier au milieu de cette verrière monte aux étages et nos visiteurs croyaient qu'ils n'avaient pas le droit de le prendre. J'ai compris qu'en tant que médiatrice du livre, il fallait que je communique un peu plus sur les différents services de la médiathèque auprès de nos différents partenaires.

Notre complémentarité : En quoi sommes-nous complémentaires ?

Je vais parler un peu pour nous deux. Patricia Aguera travaillait beaucoup avec les mamans et les très jeunes enfants, ce que moi je ne faisais pas. La volonté, à ma prise de poste, était que je travaille avec les publics adultes en grande difficulté avec l'écriture et la lecture. C'était donc ma priorité. Dans le cadre des bibliothèques de rue

et en pédiatrie j'avais des enfants dans mon public, mais cela restait mineur par rapport à toutes les actions que je menais. J'avais donc une connaissance du réseau de partenaires possibles dans les quartiers dans le secteur des adultes. Patricia connaissait les PMI, les crèches, les haltes-garderies, les structures petite enfance que moi je ne connaissais quasiment pas, ou très peu, ce qui nous a permis de tisser un réseau plus serré sur les quatre quartiers. Maintenant nous connaissons plus ou moins le réseau l'une de l'autre, ce qui a consolidé l'image de nos actions, même au sein des structures, et auprès des professionnels de chaque quartier.

En bibliothèque de rue, je rencontrais peu de mamans et beaucoup d'enfants. *L'Ilot-Livres* avait un autre public dans les structures de la petite enfance. Cela a tout d'abord créé un peu de confusion dans l'esprit des gens qui se disaient : « Karine (la nouvelle animatrice lectrice) n'est pas à la bibliothèque, mais elle travaille quand même à la bibliothèque de rue. Et Laurence n'est pas de *L'Ilot-Livres* mais elle est quand même souvent avec Patricia ». Et en même temps, cela a créé un phénomène de consolidation de notre image au sein du quartier. Tout à coup il y avait une dynamique qui était menée de front et les gens s'en sont aperçus. Des personnes croisaient Karine, ils la connaissaient de vue et osaient demander quand avait lieu la bibliothèque de rue ou l'atelier d'arts plastiques. C'est devenu plus facile de communiquer avec les gens.

Patricia Aguera :

Une chose à ajouter : Des directeurs de centre sociaux nous ont dit qu'ils ne travaillaient pas avec le livre. Le livre était pour l'école ou à la bibliothèque mais pas un outil que les équipes pouvaient s'approprier. Nous avons rencontré un adjoint en mairie qui nous a dit que le livre, c'est bien quand il pleut ou dans son lit sous la couette. Je me demandais comment lui expliquer que nous allions lire à voix haute dans la rue. Aujourd'hui, je passe mon temps à aller vers les gens pour discuter. Je n'oublie pas de temps en temps d'aller m'asseoir dans la rue avec les enfants, pour sentir, pour voir bouger les choses. Mais ce projet m'a permis de découvrir que sur un territoire on croit connaître toutes les personnes qui sont à la tête des réseaux alors qu'en fait il y a des réseaux souterrains. Et ce qui ressort de ce projet, c'est que c'est très intéressant de cerner ces réseaux non officiels. Par exemple, un jour que je préparais l'après midi de la journée de sensibilisation avec les familles, j'ai rencontré la responsable de la CAF qui s'occupe du réseau parentalité. Elle m'a suggéré de prendre contact avec une association que je ne connaissais pas. C'est une des forces des institutionnels de connaître souvent très bien tous les partenaires qui travaillent dans le domaine. A partir de là, je suis rentrée dans des associations auxquelles je n'aurais jamais pensé. J'ai découvert des gens qui étaient à la tête de structures, qui géraient un réseau sur tout le département, des professionnels qui interviennent dans les familles en grande difficulté. Et aujourd'hui on est en train de monter une action avec elles. On se rend compte aujourd'hui que si nous nous étions arrêtées sur les premiers niveaux de réseaux, nos projets seraient en train de mourir. Nos premiers partenaires, ceux qui nous ont ouvert les portes tout de suite, étaient très intéressés. Mais nous devons travailler dans la durée. Je veux dire que lorsque nous avons débuté c'était tout beau, tout neuf, cela fonctionnait, nous intéressions. Aujourd'hui peut-être un peu moins. Notre projet ne peut continuer à vivre, à prendre de l'ampleur, à trouver du sens, qu'avec ces réseaux sur lesquels on ne comptait pas du tout s'appuyer au départ. C'est avec eux que nous devons

travailler, nous intégrer, pour une construction commune. Et pour nous c'est une vraie découverte.

En ce qui concerne les familles, nous constatons qu'elles sont partenaires, mais elles ne sont pas tout à fait actrices. La plupart des familles qui sont désocialisées, qui passent par l'éducatrice, ou l'assistante sociale, sont souvent des numéros. On pense beaucoup pour eux, on leur donne des aides diverses, mais pas forcément dans un accompagnement pour leur demander ce qu'elles souhaitent et pour le réaliser ensemble.

Pour l'année en cours, nos actions dans les quartiers ont toutes été remodifiées en fonction de notre évaluation. Il y a des lieux où cela ne fonctionnait pas. Une nouvelle journée de rencontre est programmée. Nous avons croisé tous nos projets, les actions avec des familles immigrées : de la photo, un travail de collecte sur différentes cultures qui va donner lieu à une exposition à la médiathèque. Nous allons accueillir les autres mamans pour faire une visite contée de cette exposition. Nous avons fait venir une compagnie de marionnettes qui travaille sur un spectacle qui présente les cultures du monde entier. Et je voudrais finir là dessus, par rapport à ce que disait Monsieur Allouche ce matin, quand il disait « Attention ! Ne fait-on pas entrer les gens pour leur transmettre notre culture, parce que c'est celle qu'il faut donner ». Notre idée a été de dire que nous avons toutes les cultures, qu'elle soit « populaire », qu'elle vienne du Mali ou d'ailleurs, notre objectif est d'être dans cet échange de cultures.

Laurence Bodin :

Pour ma part, je voudrais ajouter que dans nos complémentarités il y a aussi le fait que Patricia appartient au milieu associatif et moi au milieu institutionnel. Nous n'avons pas les mêmes fonctionnements ni les mêmes moyens techniques. Par exemple, c'était beaucoup plus facile pour moi - médiathèque, donc municipalité - d'obtenir une salle pour se réunir dans chaque quartier, ou une voiture si nous avons besoin de nous déplacer. Inversement Patricia m'apporte d'autres connaissances.

Pour conclure, je voudrais souligner l'importance de poursuivre la médiation dans la médiathèque, parce que malheureusement je suis seule, donc je ne peux pas matériellement être dehors et dedans. Il est important de convaincre au plus haut niveau pour que toute l'équipe de la médiathèque n'ait plus peur de ces publics-là. Je ne jette pas la pierre à mes collègues, mais elles sont parfois en difficulté quand c'est un monsieur sans domicile fixe, ou une dame qui ne parle pas le français qui rentre pour demander des renseignements et qui ne sait pas trop comment s'y prendre. Il est important de former les bibliothécaires pour qu'ils n'aient plus peur de ces publics, pour qu'ils s'habituent à leur présence dans la médiathèque. Parce que tant que cela ne se fera pas, la médiation hors les murs n'a pas de sens. Une personne qui entre à la médiathèque et qui se fait rejeter parce qu'elle n'a pas son papier Assedic, c'est quatre ans perdus de travail de médiation hors les murs. C'est donc essentiel de beaucoup en parler aussi DANS les murs. Je finirais là-dessus, mais je suis optimiste !

Débat dans la salle :

Gérard Cottignies :

Mon nom est Gérard Cottignies, je viens de Ploemeur en Bretagne. Depuis cette journée à la médiathèque, est-ce que vous avez vu revenir individuellement les enfants et les femmes voilées ?

Laurence Bodin :

Elles ne sont pas revenues à la médiathèque pour la raison que je viens de vous souligner, elles n'avaient pas leur papier Assedic ou leur justificatif de domicile. Nous leur avons donc donné la date de la bibliothèque de rue de leur quartier. Je les ai inscrites à la bibliothèque de rue, et elles viennent très régulièrement maintenant. Elles viennent pour elles aussi, pas uniquement pour leurs enfants. Elles prennent des livres tous les 15 jours dans leur quartier.

Patricia Aguera :

Il n'y a qu'une seule maman qui est revenue. Je l'ai rencontrée aux *Restos du Cœur* où j'étais en intervention. Elle est venue vers moi et m'a dit qu'elle était allée à la médiathèque mais qu'elle ne m'avait pas vue et qu'elle pensait m'y trouver pour raconter des histoires. On a vu que le partenariat, pour certaines familles, c'est une confusion. Mais elle est revenue avec son enfant tous les samedis. Donc il n'y en a qu'une. Mais ça veut dire quoi, « qu'une » ?

Laurence Bodin :

Cela fait huit ans que j'anime des bibliothèques de rue dans au moins deux des quartiers. Les enfants avaient 6-7 ans au début. Maintenant ils viennent à la médiathèque tout à fait normalement, et il y a aussi quelques parents. Comme on disait ce matin : il faut du temps. Quand on les croise et qu'ils nous disent bonjour avec un sourire jusqu'aux oreilles et qu'ils ont des livres plein les bras c'est génial ! On se dit que notre travail est utile. Il ne faut pas se décourager !

Evelyne Riou :

Elles sont formidables ces deux filles, c'est un plaisir de les écouter ! Vous avez la pêche, vous croyez en ce que vous faites. Cela fait du bien de vous entendre.

La question cet après-midi c'est effectivement celle-ci :

En fonction de sa situation et des moyens que l'on a, de ce maillage qui peut exister ou pas, et que l'on connaît plus ou moins, comment va t-on pouvoir tenter une mobilisation autour de projets culturels concernant des personnes en grande difficulté ? On dit souvent que les projets sont conçus pour tout le monde, mais souvent dans les faits ils ne concernent pas tout le monde.

On peut avoir plus ou moins d'atouts pour cette mobilisation.

En rassemblant les informations issues de ce réseau, nous nous apercevons qu'une mobilisation à un moment donné peut être « plus facile » dans le domaine du livre et la

lecture, relativement à d'autres secteurs. C'est un domaine qui est lié à la réussite scolaire, la lutte contre l'illettrisme, l'éducation, les enfants. C'est un chemin qui peut aider à monter des projets. C'est « utile », même si on veut valoriser le plaisir de lire, il y a cette rencontre entre les deux qui peut faciliter.

Un deuxième axe se développe : les sorties culturelles. On peut remarquer que de nombreux acteurs culturels se mobilisent dans ce domaine, et qu'il y a une certaine écoute pour de tels projets.

En revanche, la mobilisation pour les pratiques artistiques de tous est plus difficile. Pourtant Patricia Aguera nous l'a bien exprimé : c'est un moyen fantastique, une autre façon de s'exprimer plus immédiatement accessible pour des personnes qui sont dans la honte et l'exclusion et souvent en situation d'échec par rapport à l'écrit ou l'expression orale. Mais faire reconnaître les pratiques artistiques et la création pour tous est plus difficile. Aujourd'hui il y a des personnes qui peuvent en parler.

Maintenant ce que je vous propose, c'est tout simplement que nous puissions échanger sur les différentes stratégies que vous avez pu employer à partir de votre situation, pour démarrer un embryon de mobilisation. Comment peut-on aider à la formation d'autres personnes, découvrir ces « réseaux souterrains » dont nous parlait Patricia ?

Micheline Durand, vous représentez le musée d'Auxerre. Si vous pouviez nous expliquer ce que vous me disiez tout à l'heure : Vous tentez de faire entendre que le musée doit être accessible à tous mais vos élus considèrent pourtant le musée comme étant élitiste et il a été oublié dans le Contrat de Ville. Et puis vous m'avez parlé des contacts que vous avez pris et qui vous ont donné une visibilité de l'extérieur.

Micheline Durand :

Nos musées ont beaucoup de points communs avec les bibliothèques mais ils sont encore trop souvent perçus différemment, y compris à Auxerre où le musée est considéré comme un "luxe", c'est un des premiers points contre lequel il faut lutter. Le deuxième point concerne le champ de l'action professionnelle du conservateur : s'il n'y a pas de remise en cause des capacités à gérer des collections, à les étudier, le reste, c'est à dire l'animation, les actions éducatives.. ne sont pas toujours considérées comme faisant partie de mes attributions : il y aurait d'autres professionnels tels que l'animateur du patrimoine, les travailleurs sociaux, les maisons de quartiers. Il ne faut pas se décourager. Dans le cadre de l'année de l'Algérie, j'ai travaillé en direct avec une maison de quartier et nous avons monté un grand nombre d'actions autour d'une exposition. Et pour souligner encore l'importance de ces passerelles créées autour de l'exposition qui accueillait des artistes algériens tout à fait reconnus, nous avons demandé à des femmes des quartiers.. C'est vrai que je vais dire souvent « des femmes », parce que c'était beaucoup plus difficile de mobiliser, de toucher les hommes. Nous leur avons demandé de nous aider à créer l'exposition, et nous les avons encouragées à apporter des objets de chez elles, de leur intérieur, de beaux objets. Leur participation à la conception et à la mise en place de l'exposition, la prise en compte de leur idée "du beau" ont fait qu'elles se sont approprié le lieu et qu'elles y sont revenues comme en un lieu connu et reconnu.

Je ne vais pas détailler ici tout ce qui a été entrepris pendant trois mois. Ce qui est intéressant, peut-être pour le débat, c'est que ce travail n'intéressait pas encore beaucoup les élus et les personnels administratifs, bien que le maire soit venu à l'inauguration. Le fait d'avoir travaillé directement avec la maison de quartier sans en référer préalablement à ma hiérarchie n'a pas été bien perçu. Je suis restée en relation avec des associations, et, à l'approche de la Journée de la Femme du 8 mars, nous avons préparé avec elles une soirée sur l'islam et la femme, avec des conférences, un repas partagé et de la musique. A partir de là, notre travail a acquis une plus grande visibilité. C'est une chance et un espoir.

Il y aurait encore beaucoup à dire sur cette relation entre bénévoles et professionnels. Pour nous elle est incontournable, elle est extrêmement importante. Mais il ne faudrait pas en conclure que nous pouvons nous défaire d'un certain nombre de nos responsabilités sur les bénévoles. Dans toute collaboration, la place de chacun doit être très clairement définie.

Evelyne Riou :

On peut continuer sur cette question « bénévole-professionnel », c'est intéressant de réfléchir à la place des uns et des autres. Qui veut parler de cet aspect là dans le cadre d'une mobilisation sur un territoire ?

Eric Vandewalle :

Je voulais dire quelque chose en lien avec ce qui venait d'être dit par Madame Durand. Eric Vandewalle, de l'association Martine Bernard à Lille, atelier créatif *l'Orange Bleue*. Nous proposons des activités culturelles à destination des allocataires du RMI.

Au sein du département du Nord, une personne fait un travail remarquable, c'est Karine Guilbert qui est médiatrice culturelle. Elle réunit les professionnels de la culture et de l'action sociale, ce qui a permis de mailler un réseau centré sur la métropole Lille-Roubaix-Tourcoing, mais qui ne demande qu'à s'élargir. Et au sein de chaque institution, il y a toujours - on parlait de réseaux souterrains - des interlocuteurs privilégiés qui sont déjà convaincus et qui ne demandent qu'à faire éclore des choses. C'est Patrick Bouchain, qui est architecte, qui a fait le cirque Zingaro à Aubervilliers, qui disait que l'institution il fallait la réveiller de l'intérieur. A côté des hiérarchies officielles, avec double courrier aux élus, aux techniciens, il est utile de trouver l'interlocuteur privilégié, déjà sensibilisé, qui va faire bouger les lignes horizontales. C'est un petit peu ce qu'on essaie de faire très modestement avec *l'Orange Bleue* à Lille. Je pense que ce n'est pas sur le vertical mais plutôt sur l'horizontalité qu'il faut travailler.

Micheline Durand :

Effectivement j'ai été sensible aussi à ce qui avait été dit ce matin : ne pas attendre la reconnaissance du haut et travailler sur l'horizontalité. Ceci dit quand nous sommes dans une institution, il y a un moment où ce n'est pas une reconnaissance que j'attends, mais simplement des moyens, la capacité à exister. Et quand je vois que nous avons perdu en trois ans 30% de notre masse salariale, ce qui correspondait essentiellement à une capacité pour moi de maintenir des ateliers, d'avoir un accueil personnalisé, de maintenir cette médiation, cette passerelle indispensable... J'assiste au conseil municipal. Les discours sont très bons mais nous n'avons plus les moyens de mettre toutes ces belles

idées en route. Je pense que c'est là où nous avons besoin aussi des bénévoles et du tissu associatif. Si ma démarche est relayée par d'autres, c'est peut-être plus convaincant.

Evelyne Riou :

Cela me faisait penser à ce que disaient tout à l'heure Laurence et Patricia : le lien entre professionnels et bénévoles correspond à de la reconnaissance mutuelle et du travail horizontal qui peut devenir un moyen, par cette visibilité, de retrouver des moyens institutionnels. Elles nous ont expliqué que ce travail conjoint avait débouché à un moment donné sur une création de poste. Il y a donc peut-être des détours à prendre avant d'obtenir cette reconnaissance verticale qui fournit des moyens. Est-ce que quelqu'un a d'autres choses à rajouter sur ce renforcement entre professionnels, et bénévoles avec des statuts bien différents mais qui permettent de faire boule de neige ?

Jeannette Guerhia :

Je voudrais rajouter qu'au sein de notre association, nous organisons, à raison d'une ou deux fois par an, des rencontres que nous appelons « Entre art et société, quelles rencontres ? ». Des travailleurs sociaux et des bénévoles y participent et ils demandent de plus en plus à s'ouvrir au champ culturel. Des intervenants culturels et des travailleurs sociaux se rencontrent lors d'ateliers d'échanges et de discussions le matin et ils peuvent par la suite être amenés à monter des projets ensemble. Ils se connaissent mieux, ils connaissent mieux les difficultés des uns et des autres. Il y a un pont qui se crée entre eux avec des échanges de plus en plus intéressants. Des institutionnels, des financeurs et des partenaires culturels sont aussi invités l'après-midi lors du débat que nous organisons et qui porte toujours sur des thématiques liées à la démocratisation culturelle, pour tenir compte de la réalité, de toutes les problématiques au quotidien des personnes en précarité et des travailleurs sociaux.

Evelyne :

Peut-être Pascale Vacheret pourrait nous parler d'une autre façon de prendre les choses, dans un travail avec les travailleurs sociaux, pour toucher les personnes.

Pascale Vacheret :

Je suis chargée de mission musique au sein du San de Sénart, un syndicat d'agglomération nouvelle en Seine et Marne. J'ai une formation de musicien intervenant en milieu scolaire et coordinatrice-encadrante de pratiques musicales.

Sénart a signé en 2001 un contrat de ville avec des orientations à caractère culturel, incluant le soutien aux pratiques artistiques vers les publics et notamment, les personnes exclues de ces pratiques. Je ne suis pas qu'une administrative, j'ai une sensibilité, et je cherchais comment l'exploiter en tant que musicienne. J'ai participé à l'expérience de la chorale d'ATD Quart Monde auprès de gens très très pauvres. Je suis allée à l'atelier. Cela m'a extrêmement émue, et je me suis dit que je pouvais essayer de transférer ce type de projet dans mon univers professionnel.

Nous avons essayé de concrétiser un projet, consistant à faire partager ce plaisir et cette exigence du chant, découvrir ce que le chant déclenche dans la vie à des gens qui n'en ont pas l'habitude. Je suis entrée en contact avec une personne de l'Unité d'Action Sociale sur Sénart. Elle menait déjà à quelques projets culturels et était à la recherche

de nouvelles expériences. Conscientes réciproquement que la pratique artistique est vraiment un outil de développement de la personne, nous avons démarré ce projet « Chorale Solidaire » qui s'adresse principalement aux personnes allocataires du RMI. Mais je savais que je ne pouvais pas toucher ces personnes en direct. Donc l'idée a été de commencer une chorale avec les travailleurs sociaux pour qu'ils soient capables d'en parler auprès de ces personnes. A un moment donné les travailleurs sociaux-choristes nous ont dit qu'ils étaient prêts à passer à la phase suivante : s'adresser aux personnes, leur dire ce qu'ils avaient trouvé à la chorale comme bonnes choses, parler aussi de ce qu'ils avaient dû dépasser à certains moments. Car chanter n'est pas du tout anodin, c'est montrer l'intime immédiatement, devant l'autre. Ils se sont donc mis en campagne, et nous avons ouvert la première Chorale Solidaire en mai 2005.

Une autre condition au projet a été de ne pas en faire un ghetto pour les personnes défavorisées, mais un atelier travailleurs sociaux et allocataires du RMI, dans le but également de faire évoluer la relation, de faire bouger les représentations...

Maintenant ils font les choses ensemble. Le but ultime reste d'interpeller le moment venu les chorales qui existent sur Sénart, de proposer de travailler ensemble sur des chants communs, d'établir des liens, et qui sait, d'intégrer comme tout habitant-citoyen l'une d'elles. Je rejoins ainsi mon travail de chargée de mission musique en lien avec les conservatoires qui ne voient pas ces personnes franchir la porte du conservatoire (souvent par peur de se voir rejeté) et qu'ils peuvent intégrer si elles le souhaitent. Nos objectifs sont sociaux autant que musicaux. Nous en sommes à 7-8 mois d'existence. Nous constatons qu'il faut se reposer des questions en permanence, car chaque nouvelle étape est fragile. Mais c'est passionnant. Il y a un grand respect dans cet atelier, une écoute les uns des autres. Les comportements évoluent : certaines femmes arrivent maintenant maquillées, d'autres discutent dans la voiture après l'atelier. On entend une vraie dynamique d'ouverture, de dialogue entre les gens : « C'est bien de se retrouver avec des jeunes », « Maintenant je voudrais faire une randonnée ! ».

Evelyne :

Alors peut-être, Joël Lemerrier, tu pourrais nous parler de ton expérience en milieu rural pour réussir à trouver un local, mobiliser sur un projet de création artistique.

Comment as-tu fait pour arriver à avancer dans ton projet ? Parce que tu avais vraiment une idée précise au départ, et il t'a fallu beaucoup de temps pour la réaliser.

Joël Lemerrier :

L'action dont parle Evelyne se situe dans le cadre du Plan Départemental d'Insertion du Conseil Général. Cet atelier que j'ai appelé « Atelier de l'empreinte - Espace créatif », s'adresse à des allocataires du RMI. C'est une action que j'ai proposée en arrivant dans le sud, qui n'est pas ma région d'origine. Je connaissais le fonctionnement des Conseils Généraux et de l'action sociale, mais je ne connaissais pas personnellement les personnes du Conseil Général du Gard. Seulement j'étais sûr de mon fait dans le sens où avec l'expérience, il y a des démarches qui paraissent comme une évidence. Dans l'histoire d'une évolution professionnelle il fallait que je propose ce projet que j'avais élaboré dans le cadre d'une formation en art thérapie entamée suite à des actions menées dans le Finistère.

Nous avons parlé de l'influence que peuvent avoir des gens dans les actions, et je me souviens, d'un événement qui a été fondateur de *l'atelier de l'empreinte*. En 1992, j'ai

mené une action importante dans le Finistère dans le domaine de la sculpture avec, à la clé, une exposition qui avait reçu une reconnaissance très forte du Conseil Général. Je voulais faire le bilan avec les participants de l'atelier d'insertion, des anciens marins qui ne sortaient plus de leur Finistère. Quand je leur ai demandé ce que cela avait changé pour eux, ce que cette exposition leur avait apporté, l'un d'entre eux m'a regardé, l'œil malicieux, et m'a dit : « En tout cas je suis sûr que toi, t'as gagné des points ». Cette remarque m'a évidemment fortement interpellé, et j'ai tout de suite su que j'allais en faire quelque chose. Ce n'était pas anodin. Ce n'était pas dit sur le ton de la plaisanterie. Pour la petite histoire, cet homme est mort il y a deux ans, imbibé d'alcool, sur le jardin où nous avons fait les sculptures. Il est venu mourir sur ce terrain-là. C'est quelque chose qui m'a beaucoup touché. A travers sa répartie, il m'a poussé plus loin à me demander ce qui se passe quand on propose à des personnes de se mettre en situation de créativité. De quelle manière il est préférable de mener les affaires, pour être sûr que cela ne serve pas qu'au faire-valoir de l'animateur ou du financeur mais surtout à faire bouger les gens de l'intérieur.

Voilà, je me dis que de pouvoir parler avec une conviction ancrée à une histoire professionnelle, à une évaluation, à une référence à des personnes, apporte une sorte d'assurance qui peut se communiquer. Ce projet se réalisait ou ne se réalisait pas, mais en tout cas c'est ce que moi je voulais proposer à ce moment-là. C'est dans cet état d'esprit que j'ai rencontré des techniciens du Conseil Général. Très vite, ces techniciens, connaisseurs de la situation du territoire, ont soutenu le projet, ils l'ont présenté et il a été accepté. Le plus difficile a été de trouver un lieu pour ancrer cette histoire-là. En périphérie d'Avignon, il était impossible de trouver une location privée. Et j'étais assez convaincu qu'il était du ressort d'une collectivité locale de proposer un local, car nous entrions dans le cadre d'une action d'utilité publique et sociale.

Donc j'ai tourné très longtemps en rond autour de la commune de Villeneuve les Avignon, qui est très centrale. J'étais en relation avec les élus. Pas de place. J'ai fini par écrire directement au Maire qui était aussi député pour lui parler de cette question de la place, dans le sens politique du terme, qui peut être accordée à des personnes qui recherchent un espace dans le cadre d'une démarche collective de reprise de lien social. Cela n'a pas changé grand chose. Et l'action a finalement démarré très simplement dans un centre d'hébergement où je travaille par ailleurs à temps partiel, dans une petite cabane, au bord de la garrigue, au milieu des cigales, dans 6m2. Heureusement que sous le climat provençal on pouvait travailler dehors. Nous avons poursuivi pendant presque un an, ensuite le centre d'hébergement nous a prêté une salle, qui était une sorte de cave. C'était très sombre, très humide... L'atelier n'a donc pas démarré tout de suite dans les conditions que j'espérais. Mais j'ai accepté ce chemin-là pour enraciner quelque chose. Et puis sur le conseil des techniciens qui m'ont soutenu au début, je suis allé rencontrer une élue d'une commune avoisinante. C'est une commune qui a beaucoup souffert des inondations, il y a deux ans. Cinq personnes sont décédées dans cette commune de 4000 habitants. Est-ce le fait que cette commune ait souffert ?... En tout cas j'ai rencontré cette adjointe au Maire, qui m'a écouté. Elle avait déjà entendu parler de cette action par les habitants de sa commune qui y participaient. Elle s'est accrochée à cette histoire assez rapidement et l'a personnellement défendue auprès du Maire. Après avoir cherché pendant deux ans et demi un espace, nous sommes arrivés, au mois de septembre, dans

un très beau local, au centre de loisirs : une très grande pièce, avec des baies vitrées, un espace extérieur pour travailler...

On a parlé tout à l'heure du partenariat et des réseaux comme une nécessité. Je crois effectivement que c'est une nécessité, mais pas seulement pour se faire connaître. C'est une nécessité que de rencontrer d'une manière ou d'une autre les élus parce que je ne peux pas demander à des gens de soutenir un vote au Conseil Général si de mon côté je ne passe pas un petit peu de temps à essayer de leur expliquer ce que je fais de leur argent. Cela me paraît être un échange tout à fait normal.

La stratégie de communication est aussi importante. Je ne peux pas vivre tout seul avec les gens. On a parlé de lisibilité tout à l'heure, et je crois que c'est quelque chose d'absolument fondamental pour deux raisons : communiquer sur une action c'est permettre d'ouvrir des fenêtres aux personnes qui participent à cette action. D'autant plus que je suis le seul intervenant dans cet atelier. Les participants sont avec moi trois demi-journées par semaine, ce qui fait beaucoup. Je leur permets donc d'avoir d'autres ouvertures. Cette visibilité-là, je tiens beaucoup à ce qu'elle se fasse avec la participation des personnes.

A ce propos, j'aimerais revenir sur une petite anecdote : quand j'ai préparé le projet, j'ai rencontré le Conseiller Général de mon canton qui est aussi membre de la commission d'action sociale au Conseil Général. Je savais qu'il allait participer au vote. Je suis allé le voir pour lui présenter le projet. Il m'a dit qu'il allait me soutenir parce que j'étais quelqu'un de conviction mais il a ajouté que lorsqu'il voyait passer ce genre de projet cela l'énervait. Il m'a exposé ce paradoxe du discours où l'on continue à laisser croire que la seule chose intéressante c'est de « mettre les gens au travail », en sachant très bien qu'il n'y a pas de travail pour tout le monde et qu'il y a plein de gens qui ne sont pas en état physique de travailler. Mais il m'a dit qu'il viendrait me voir. Je lui ai répondu que je l'attendais avec impatience. Il est effectivement venu un jour. Il avait dit à un collègue qu'il avait rencontré : « Surtout ne lui dites pas que je viens le voir, parce que je ne veux pas qu'il prépare avec les gens ma visite ». Il est donc venu un mardi matin, je savais qu'il allait venir mais je n'avais rien préparé avec les participants. Et il s'est passé quelque chose d'assez formidable. J'ai senti cet homme-là plein de certitudes « fondre » un petit peu devant ce que disaient les gens autour de la table. A un moment il s'est retourné vers moi et il a dit « Mais vous avez préparé avec eux ? ». Je lui ai dit non.

Ce qui s'est passé là, c'est le rappel que la parole des personnes pour qui les projets sont mis en place, est indispensable à la compréhension de ces projets.

Evelyne :

Je voudrais donner la parole à Neémata Mahamdou qui vient de Dunkerque. Avec elle, nous revenons au livre, avec un bus qui se déplace. Les choses ont évolué petit à petit à Dunkerque mais c'est encore difficile parfois avec les collègues. Cela pose la question de la formation de tout le personnel. La ville soutient le projet, mais ce n'est quand même pas toujours facile pour les acteurs qui mènent l'action.

Neémata Mahamdou :

J'habite à Dunkerque, je suis médiatrice du livre. Je travaille depuis quelques années avec un bus, et depuis que j'ai commencé c'était facile pour moi parce que je connaissais le quartier. Je travaille avec ma collègue Myriam qui est assise à côté de moi. Nous nous comprenons. Au début le plus difficile c'était les inscriptions. Pour une inscription il

fallait demander une fiche de paye, les relevés d'identité bancaire, plein de choses. Ce n'est pas possible dans les quartiers. En l'expliquant à notre directeur, nous avons réussi à ne plus demander qu'un justificatif de domicile. Je fais des animations. Quand il fait beau je suis dehors. Quand il fait mauvais nous sommes à l'intérieur du bus où il y a un espace pour raconter des histoires. C'est à partir de là que j'ai réussi à convaincre les enfants à s'inscrire. Et puis ma collègue m'a quittée, elle est partie à la bibliothèque centrale, je me retrouve avec une autre équipe. Et cela ne se passe pas très bien parce que si les enfants n'ont pas rendu un livre, c'est fini ils n'ont plus le droit de lire, ils n'ont plus le droit d'emprunter. Au début j'ai essayé de leur expliquer qu'ils ont droit à cinq livres au lieu des six en attendant de retrouver l'autre. Mais cela ne se passe pas comme ça. C'est très difficile ces choses-là. Je ne sais pas s'il y a des bibliothécaires qui vivent la même chose que moi... Je n'arrive pas à convaincre mes collègues. Quand dans le bus après avoir raconté une histoire je demande à un enfant pourquoi il n'emprunte pas de livre et qu'il me répond qu'il n'a pas le droit parce qu'il a perdu un Okapi, c'est quelque fois ridicule. Pourtant au niveau statistique, ma collègue m'a dit que nous ne perdions pas plus dans le bus qu'en bibliothèque. Ce sont des choses dures, ma journée est foutue... Interdire à un enfant de prendre un livre, pour moi c'est dur ! Je voudrais dire à l'enfant qu'il peut emprunter mais je ne peux rien faire. Je vis ça et je n'ai pas de solutions.

Je fais aussi des animations dans les hôpitaux. Ca se passe très bien. A l'hôpital je me déguise souvent en racontant des histoires africaines. Je suis pourtant née à Dunkerque ! Je fais aussi de la lecture à haute voix dans les maisons de retraite.

Cela se passe très bien dans tous ces endroits là.

Je vais aussi à la maison d'arrêt à Dunkerque. J'ai réussi à y faire entrer le bus. Il y a un prêt de livres, cela fait des années que je me bats pour ça. J'ai commencé avec 15 détenus, et maintenant il y en a plus de 60. Ils empruntent des livres, et nous faisons venir des écrivains qui animent des ateliers d'écriture. Cela se passe très bien mais c'est un gros travail. Ils demandent des livres en arabe. Le travail pour la maison d'arrêt me demande beaucoup de recherches. Parfois des jeunes qui sont sortis, des réfugiés politiques ayant des cartes de trois mois, de deux mois... m'ont vue dans le bus à la maison d'arrêt. Ils demandent à me revoir après leur sortie. Ils viennent au bus et je les invite à venir à la bibliothèque centrale. Par exemple l'année dernière, l'un d'eux me montre fièrement son papier prouvant qu'il avait le droit de rester en France. Il est arrivé à la bibliothèque pour s'inscrire et on lui a répondu qu'il n'avait pas le droit parce qu'il ne restait que trois mois. Heureusement ma collègue Myriam est allée voir le directeur pour lui expliquer parce que moi tous ces trucs-là ça m'énerve, je n'arrive pas à me maîtriser. A partir de là il a eu le droit de venir emprunter pendant trois mois. Ce que je regrette maintenant c'est que ma collègue va partir, je ne sais pas comment je vais faire toute seule.

Ce qui me choque aussi, c'est que je n'ai pas été formée pour aller à la maison d'arrêt. Quand je suis allée là-bas, pour moi c'était des jeunes que j'ai rencontrés à l'école, dans les quartiers et qui y sont pour vol de voiture par exemple. Mais j'apprends que untel a tué sa femme, son enfant, enfin... Des personnes qui ne sont pas encore jugées, qui sont responsables de délits graves. Ils sont toujours là après un an. Et on me demande de leur faire la lecture ! Je n'y arrive pas, je vous le dis franchement. Je ne me sens pas capable de le faire.

Laurence Bodin :

Je pense que quel que soit le public, si tu ne te sens pas à l'aise avec eux, il faut aussi savoir dire non parfois. On ne peut pas tout faire. C'est ce qu'on disait tout à l'heure sur l'humain, si tu n'es pas à l'aise, ils vont le sentir et ne vont pas apprécier la lecture.

Neémata Mahamdou :

Ce n'est pas que je n'ai pas envie, mais le problème c'est que j'aurais aimé être formée.

Laurence Bodin :

Tu peux demander au service pénitentiaire qui organise des formations.

Neémata Mahamdou :

Je sais, j'ai demandé une formation mais je ne l'ai pas obtenue.

Laurence Bodin :

Parfois elles sont offertes. J'ai eu des formations par les services pénitentiaires en lien avec le Ministère de la Culture. Je suis venue à Paris pour des journées de formation ou d'information sur la culture en milieu carcéral et cela fait du bien.

Neémata Mahamdou :

Avant même d'aller à la prison, j'ai demandé la formation avant toute chose, je ne l'ai pas obtenue. Mais j'y suis quand même allée avec le bus, j'ai commencé par là. J'ai fait venir des écrivains pour faire les ateliers d'écriture.

Anne Florence Dauchez :

Cela me touche beaucoup ce que vous dites. J'ai eu l'occasion d'intervenir en prison. C'est vrai que si j'avais su ce que les gens avaient fait, je n'aurais pas pu. Mais j'ai eu la chance de ne pas savoir. Ne sachant pas, j'étais plus libre de proposer. C'était « aux innocents les mains pleines ». On y va, et on voit comment cela se passe, et on gère ce qui se passe. Essayez de ne pas savoir ! Comme ça vous pourrez faire ce que vous avez envie.

Bernard Démay :

Je suis conseiller pour le livre et la lecture à la DRAC Ile de France. J'ai visité pour des raisons professionnelles une douzaine d'établissements pénitentiaires dans trois régions de France au moins, et pour reprendre ce que disait madame, la plupart du temps effectivement, les gens que vous rencontrez dans les prisons, les enseignants, les animateurs ou les bibliothécaires savent ce qu'ont fait les gens qui sont là et vous le disent effectivement assez facilement. Evidemment quand on arrive de l'extérieur, on a tendance à poser des questions, à vouloir savoir. J'ai vu parfois des gens qui refusaient de répondre à ces questions, en disant « Les gens sont là parce qu'il y a une décision des institutions du pays. Nous devons les accueillir dans ce cadre-là, nous avons une mission envers eux, mais nous n'avons pas à dire les raisons pour lesquelles ils sont là ». Je pense que c'est très sage. Au début c'est un peu frustrant, parce qu'on a envie de savoir bien sûr, c'est naturel. Effectivement j'ai visité beaucoup de maisons d'arrêt, mais aussi des centres de détention. Les gens qui sont là sont des gens qui ont été condamnés, certains à perpétuité, à de très lourdes peines, et certains avaient des dossiers extrêmement

lourds. C'est vrai qu'après avoir discuté avec quelqu'un si l'on apprend ce qu'il a fait, cela change radicalement le regard qu'on a sur la personne. Donc je pense que l'attitude qui consiste à dire, comme une assez jeune femme qui travaillait dans un établissement très dur mais qui avait une remarquable maîtrise de son travail : « Je sais des choses mais je ne le dis pas par principe », je pense que c'est très sage.

Valérie Gaye :

Je suis en charge du bureau du développement de la lecture à la Direction du Livre, je voudrais simplement dire à cette personne que pour toute action que l'on mène en prison, il est absolument indispensable, même quand on est mûr, de faire une formation. Il ne faut pas intervenir sans le faire, je crois que c'est vraiment le préalable, y compris pour les artistes plasticiens.

Anne Florence Dauchez :

Je voulais juste rajouter que lorsqu'on ne sait pas ce que les gens ont fait, on est juste en face de personnes qui sont sensibles a priori, avec qui on peut échanger de façon sensible, quel qu'ait été leur parcours avant. Et c'est ce qui est précieux pour moi dans mon travail, et qui fait que l'échange peut passer. On est en face des personnes, juste à ce titre-là.

Evelyne Riou:

J'aurais voulu donner la parole à Pauline Ronsyn, médiatrice du livre qui vient de Belgique. J'ai cru comprendre que vous étiez beaucoup dans la rue et que vous travaillez aussi avec le portable. Vous rencontrez des jeunes. Vous connaissez tout un réseau de jeunes qui peuvent vous appeler pour vous demander un livre. Quelle vision de cette question de la médiation du livre hors les murs avec des publics qui ne sont pas familiarisés avec le livre a-t-on en Belgique et dans votre médiathèque à Tournai ?

Pauline Ronsyn :

La bibliothèque de rue de la ville de Tournai est un peu spécifique, parce qu'en Belgique c'est la seule qui est subventionnée par les pouvoirs communaux et communautaires. Elle dépend donc du pouvoir communal. Je travaille à la bibliothèque municipale, essentiellement à l'extérieur. Nous avons voulu tout de suite créer un maillage de partenaires, pas uniquement de la bibliothèque vers un partenaire, mais aussi entre les partenaires sur des projets autour du livre. On a voulu toucher tout le monde. Je travaille donc aussi bien avec des bébés qu'avec des adultes aux Restos du Cœur. Ce que nous avons vite remarqué, c'est une constatation un peu triste, c'est qu'il y a un processus d'exclusion qui se perpétue de génération en génération. Donc quand je travaille avec des petits enfants, je retrouve souvent leurs parents à la distribution de colis alimentaires et les grands frères et les grandes sœurs à la maison de quartier. C'est donc parfois toute la famille qui me connaît.

A propos du partenariat local :

La bibliothèque de rue existe depuis 6 ans. Au début nous avons travaillé avec trois partenaires privilégiés : un partenaire social, un partenaire éducatif, et un partenaire culturel qui était la bibliothèque. Cela m'a semblé trop peu parce que nous n'arrivions pas à toucher vraiment les gens dans les endroits qu'ils fréquentent. J'ai augmenté petit à petit le nombre de partenaires. J'en suis maintenant à 25 partenaires sur 40 lieux

d'animation différents, avec 12 animations récurrentes par semaine. Nous avons voulu créer un référent autour du livre avec les personnes en difficulté. Certaines personnes me connaissent très bien, parce que cela fait six ans que je les rencontre chaque semaine. Mon numéro de GSM circule. Il n'est pas rare que mon téléphone sonne alors que je suis dans la rue, et que cela soit un éducateur ou un jeune qui me commande un livre pour la semaine suivante. Ou parfois je suis dans un restaurant, un des jeunes travaille là, et entre deux services il vient me demander de lui apporter un livre. Il se passe donc quelque chose de très intéressant mais j'ai trouvé que ce n'était pas suffisant ! Je venais avec des livres, j'avais l'impression de faire du service public et de répondre à la demande mais les gens n'étaient pas spécialement acteurs. Et notamment pas les partenaires sociaux, les éducateurs, les animateurs des autres associations... Nous avons donc créé un comité de concertation avec dix des associations avec lesquelles je travaille. Nous nous réunissons trois fois par an pour réfléchir sur la place du livre dans la ville. Nous montons un gros projet pour la journée mondiale du livre de l'Unesco le 23 avril. Il y aura une journée du livre à la médiathèque, mais je ne suis que coordinatrice. Ce sont les associations elles-mêmes avec les personnes qu'elles connaissent qui vont monter des stands, faire des activités, des expositions. Nous travaillons aussi à ce que les publics de certaines associations participent aux activités des autres associations autour du livre.

Evelyne :

Mais vous êtes toute seule pour mener tout ce travail ?

Pauline Ronsyn :

Oui.

Evelyne :

Comment avez-vous eu cette mission- là au départ, comment êtes-vous reconnue dans votre travail, quelles sont vos relations avec les collègues ?

Pauline Ronsyn :

J'ai dû batailler aussi sur l'idée que « Pauline va se promener ! ». C'est un projet qui a été imposé au personnel de la médiathèque. Au départ cela n'a pas été évident. Je suis bibliothécaire de formation, mais aussi animatrice socioculturelle. Etant donné que j'avais les deux casquettes j'avais une certaine reconnaissance des deux côtés pour mon travail. Ensuite je pense que c'est beaucoup de discussion. Dès que je pouvais je leur faisais un petit compte rendu de ce que je faisais sur le terrain. Mais si on ne change pas les institutions elles-mêmes, on fait du vent. Je ne sais pas si vous le savez, en Belgique il existe une association qui s'appelle *l'Article 27*. Elle s'est fondée sur l'article 27 de la Convention des Droits de l'Homme, qui dit que « tout être humain a droit de prendre part à la culture ». Cet association rend accessible les spectacles culturels aux personnes qui n'en ont pas les moyens grâce à des partenariats avec les diffuseurs. On peut acquérir des places de spectacle pour 1.25 euro. Ces places sont disponibles pour les allocataires sociaux et les personnes en difficulté. J'essaie aussi d'instaurer ce système pour créer des abonnements de livres. Vous vous doutez bien que nous nous posons la question de savoir si un abonnement de livre à 1.25 euro va être reconnaissable, s'il ne va pas stigmatiser encore plus les personnes. Nous sommes dans

ces considérations mais l'important, c'est que cette réflexion se passe maintenant au sein même du personnel de la bibliothèque. Il y a donc l'amorce d'une prise de conscience.

Evelyne :

Et vous avez donc des alliés qui sont ces partenaires associatifs ?

Pauline Ronsyn :

Tout à fait parce que je les connais très bien à force de travailler avec eux depuis six ans, petit à petit ils ont bien compris l'intérêt. Et on se rend bien compte que le travail est beaucoup plus efficace quand on travaille ensemble. Par exemple, je fais une animation sur l'oralité jeudi prochain, je l'ai fait savoir dans tous les endroits où je passais pour inviter tout le monde à venir dans le local de quelqu'un d'autre. Au début cela n'était pas efficace. Maintenant c'est devenu assez logique. C'est la raison pour laquelle j'arrive à mener ce projet. Quand je dis que je fais des animations dans douze lieux fixes, ce sont des animations d'une heure, des permanences avec de toutes petites animations. Au départ on était parti sur l'idée de ne pas prêter de livres, mais uniquement de faire de la médiation. Je leur donnais rendez-vous pour qu'ils viennent chercher des livres à la bibliothèque, pour les animations, des discussions. Assez rapidement un problème s'est posé : quand on ne vient qu'une heure dans un endroit, on ne peut pas demander que ça soit juste pendant cette heure là que les personnes aient envie de lire ! Et je ne pouvais pas assumer des dépôts à moi toute seule. Donc on a beaucoup réfléchi et dans certains points ce sont les éducateurs qui ont pris le relais. Je prépare les dépôts, ils prêtent les livres à leurs bénéficiaires et gèrent le prêt. Nous avons une convention.

Evelyne :

Merci. Annick Fuster, vous représentez l'association « Arts et développement » qui mène des ateliers de peinture de rue avec des enfants. Est-ce que vous pouvez nous parler des liens qui sont tissés dans le quartier avec les écoles. Comment menez-vous une mobilisation autour de cette action ?

Annick Fuster :

Lors de la création de l'association, les ateliers se sont créés dans les quartiers à la demande de personnes. L'association a choisi certains lieux par rapport à certains critères et a commencé les ateliers de peinture de rue. Ensuite nous avons tissé des relations avec des écoles, des collèges, des centres sociaux, en fonction de l'intérêt que portaient certaines personnes à l'action. Cela correspond à ce qu'on disait tout à l'heure, sur le fait que ce n'était pas les institutions en elles-mêmes, mais plutôt les personnes à l'intérieur de ces institutions qui étaient les premières intéressées.

Evelyne :

Qui sont ces personnes ?

Annick Fuster :

Des directeurs d'école, des instituteurs, des directeurs de centres sociaux, des animateurs de centres sociaux. Pas toujours des personnes à la direction de ces

structures mais des personnes intéressées par le type d'action que nous proposons. Maintenant l'association a réfléchi à son évolution : on ne peut pas développer davantage d'ateliers et être de plus en plus nombreux en tant que salariés. Nous avons donc choisi de transmettre notre démarche à des structures sociales et culturelles en partenariat pour qu'elles puissent assumer seules cette action au bout de trois ans. Nous travaillons depuis plusieurs années dans ce domaine. C'est un peu difficile parce qu'il faut arriver à trouver des partenaires sociaux et des partenaires culturels qui veulent travailler ensemble, qui soient intéressés par le projet, et convaincre des financeurs. Par exemple, en ce moment nous travaillons avec la mairie d'Aubagne qui a commandité le projet. A Aix, c'est un bailleur social qui nous a demandé d'intervenir et maintenant nous essayons de travailler avec la Ville. C'est parfois difficile d'obtenir des financements de personnes qui n'étaient pas vraiment impliquées dès le départ dans la conception du projet.

Le fondement de l'action reste avec les enfants. Il y a toute une évolution pour nous parce que nous cherchons à transmettre, à travailler avec les institutions et avec les personnes par rapport à leur vision des choses. Cela nous demande une adaptation assez importante, et beaucoup de travail de communication sur les valeurs que nous partageons.

Evelyne :

A partir de combien de temps avez-vous pu passer cette étape ? Au départ vous étiez vous-même dans la rue pour ces ateliers de peinture.. Combien de temps a-t-il fallu pour constituer ce maillage, et comment s'est-il fait concrètement ?

Annick Fuster :

Disons qu'on a commencé en 99 à Chambéry à la demande de la Fondation Abbé Pierre, qui menait d'autres actions culturelles et voulait expérimenter l'impact de plusieurs actions culturelles menées sur un même territoire.

Evelyne :

La Fondation Abbé Pierre connaissait votre travail à Marseille ?

Annick Fuster :

Oui et elle était intéressée à ce que ce type de projet puisse se mener ailleurs. A Chambéry, les ateliers sont maintenant menés par des personnes de manière autonome, par des structures. Avec des difficultés bien sûr : en fonction des gens qui changent, l'intérêt et la motivation pour le projet ne sont pas les mêmes. Il faut réexpliquer les choses, retravailler avec eux. Nous sommes présents avec ce que nous appelons une « veille qualité ». Nous venons sur le terrain de temps en temps pour voir si l'action a conservé les valeurs du projet initial. En particulier la liberté de l'enfant, son accompagnement, et le travail entre artistes et animateurs.

Evelyne :

Avez-vous toujours réussi à transmettre vos valeurs en même temps que vous passiez le relais sur un territoire ?

Annick Fuster :

Il y a eu rupture à certains moments à certains endroits. Il y a une ville en particulier où les choses se sont arrêtées, ils ont continué seuls, et ils se sont rendu compte qu'il y avait une partie du sens de l'action qui s'était perdue. Ils sont revenus vers nous pour nous demander de l'aide. Nous avons fait un travail d'évaluation pour structurer le projet par rapport à des objectifs, des critères, des indicateurs... Ce n'est pas évident de toute façon, parce qu'il faut à la fois obtenir des financements, et ensuite qu'ils se pérennisent sur les structures qui reprennent ensuite les projets. Il faut obtenir qu'il y ait des personnes qui restent suffisamment longtemps pour pouvoir garder tout le sens du projet, et puis en même temps que les structures s'approprient ce projet. On ne peut pas demander que les choses soient figées. Nous intervenons quand des financeurs (Mairie, Conseil Général, bailleur social) sont demandeurs et quand le maillage associatif est suffisant.

Evelyne :

Et pour ceux qui ne vous connaissent pas beaucoup, est-ce que vous pourriez donner quelques détails rapides sur ces valeurs que vous défendez, vos points de repère ?

Annick Fuster :

Des artistes interviennent au côté des animateurs. Les enfants sont mis en présence d'artistes. Pas pour montrer un savoir mais pour exprimer une sensibilité, qui entre en communication avec ce qu'un enfant peut ressentir à un moment donné. L'enfant a une liberté de création. Il est accompagné dans ce parcours de création. Les ateliers de peinture ont lieu dans les quartiers d'habitats sociaux, ce qui représente un fondement de l'association. Nous réalisons un travail de lien social. Les centres sociaux sont très intéressés par cet aspect. Nous conservons et archivons les peintures quand les enfants nous les laissent pour faire des expositions. Enfin nous écrivons des notes d'observation sur ce qu'il se passe pour faire mémoire et suivre le travail des enfants. Sur le plan pratique, l'atelier se déroule dans la rue avec des pinceaux, de la peinture dans des assiettes, des bassines, que du matériel très simple. Les ateliers durent une heure et demie chaque semaine, le même jour à la même heure. Les enfants viennent comme ils veulent. Ils ne sont pas obligés de revenir chaque fois et nous ne leur demandons pas de compte quand ils ne sont pas venus. Les parents peuvent venir, regarder de loin, s'approcher ou participer. L'ouverture, du fait d'être dans la rue, est très importante. Parfois nous devons nous abriter à l'intérieur parce qu'il pleut, mais l'action n'a de sens que si elle est vraiment basée dans la rue. C'est une des valeurs fortes.

Evelyne :

Merci. Est-ce que quelqu'un veut encore dire quelque chose ?

Valeska Cieslak :

Bonjour, je suis responsable du service des publics au Musée de l'Hôtel-Dieu à Mantes-la-Jolie. Vous avez peut-être entendu parler de cette ville pour des raisons diverses et variées, notamment pour les quartiers dits sensibles où il s'est passé un certain nombre de choses il y a une vingtaine d'années. Nous vivons encore aujourd'hui avec cette image que nous essayons de changer. Je voulais réagir par rapport à cette notion de maillage entre associations. S'il est encore, on va dire, défectueux, sur certaines villes ou

régions, à Mantes-la-Jolie il est particulièrement fort. Justement, la conscience s'est éveillée il y a une vingtaine d'années, et les associations ont été les premières à réagir pour canaliser cette violence qui naissait dans le quartier, et plus particulièrement au Val-Fourré. Je travaille dans un musée, donc l'Institution culturelle par excellence avec tout ce que cela veut dire de conditions, de choses à mettre en place, qui paraissent très difficiles aux autres. Je suis allée à la rencontre des associations. Cela a été difficile pour moi qui étais seule d'aller vers des associations c'est-à-dire des groupes déjà constitués. Leur préoccupation étant le sport. C'est souvent la première réponse aux situations difficiles du quartier : faire faire du sport aux gamins. J'ai un peu mis les pieds dans le plat, je leur ai dit que la culture pouvait également être un moyen. Je suis passée par plusieurs étapes comprenant une certaine agressivité des deux côtés. Mais je ne suis pas née avec une cuillère en argent dans la bouche, et cela m'a aidée pour essayer de leur démontrer qu'il n'y avait pas besoin d'être issu d'un certain milieu pour avoir accès à cette culture. Je pensais en être un exemple. D'où la nécessité pour moi de convaincre que ces enfants du Val-Fourré devaient également y avoir accès, notamment parce que ce musée leur parle de leur territoire. Territoire qu'ils restreignent souvent d'eux-mêmes au Val-Fourré. Ce réseau associatif leur apprend surtout à vivre au Val-Fourré. Les jeunes se disaient du Val-Fourré mais pas de Mantes-la-Jolie qui pour eux représentait la bourgeoisie. Problème donc d'appropriation d'un territoire. Le musée était pour moi un biais pour leur permettre cette appropriation. Le problème c'est que, autant par la suite, je n'ai eu aucun problème à en discuter avec les publics eux-mêmes, autant j'ai eu plus de mal à convaincre les responsables des associations. Cette première étape s'est révélée être la plus difficile. Contrairement aux livres, je ne peux pas emmener de tableaux aux réunions, mon milieu ne m'y autorise pas encore, il fallait absolument que je les fasse venir au musée.

La première fois que je les ai invités, une seule représentante d'association est venue. J'aurais pu baisser les bras et dire j'arrête. Sauf que cette personne, on peut se dire c'est peu, elle a fait un travail énorme à la suite de notre rencontre. Elle en a convaincu vingt-cinq autres de venir la seconde fois. Et je commence à voir venir des associations d'alphabétisation, des associations qui s'occupent des enfants déscolarisés... Enfin cela commence à se mettre en marche même si c'est très dur au début.

Brigitte Bourcier :

Je trouve que c'est très intéressant ce que vous venez de dire là, parce que cela exprime beaucoup le fait d'être citoyen ensemble. On a beaucoup entendu depuis ce matin, avec toutes vos expériences : « il faut y croire, s'engager, en lien avec ce qui nous entoure, notre environnement » Ce qui est un défi pour réussir tous ces projets qui ont la prétention de toucher tout le monde. Les uns et les autres on s'engage en se sentant concernés par la vie ensemble, en tant que professionnel, en tant qu'habitant, en montant une association,... tous ces éléments sont complémentaires. Je pense à ça, parce qu'il y a Janine (Chafai) en face de moi et Isabelle (Ypey) à côté d'elle. Nous avons commencé une collaboration il y a un an et demi. Une bibliothèque de rue est née dans un centre social culturel parce que vous trouviez qu'il y avait des tas d'enfants qui ne venaient pas chez vous. Vous avez cherché avec plein de gens autour de vous comment faire pour toucher ces enfants-là, en s'adressant à nous d'ATD Quart Monde, mais aussi en vous intéressant aux habitants proches de votre centre. Et je trouve qu'il y a quelque chose à affiner dans cette recherche dans l'environnement pour se sentir concerné

ensemble en temps que citoyens, et pas simplement sur la base d'une conviction personnelle indépendante des autres, Je trouve que votre histoire sur le musée de Mantes-la-Jolie est intéressante aussi, parce que vous avez réussi à oser avec cette femme ! Elle était toute seule, mais elle en connaissait d'autres, elle était liée à d'autres,

Evelyne :

Est-ce que quelqu'un d'autre veut parler d'autre chose ? Sinon on va s'acheminer vers la conclusion...

...

Nous voulions vous parler de la suite, par rapport aux différents thèmes qui avaient été proposés et que vous aviez choisis. La prochaine fois nous aimerions avancer sur celui qui touche à la définition des objectifs et à l'évaluation.

Comment faire évoluer nos grilles d'évaluation de l'action dans un dialogue avec nos partenaires financeurs, comment s'auto-évaluer ? Agnès Durand va vous en parler, elle est allée à un séminaire de deux jours au mois de janvier. Quelques-uns d'entre vous ont dû recevoir une proposition par mail. Ce colloque était organisé par le Mouvement pour le Développement Solidaire.

Agnès Durand :

Ces journées de travail portaient sur l'apport des démarches d'auto-évaluation. Toutes sortes de groupes de différents horizons professionnels y faisaient part de leur expérience : des personnes du monde de la culture, mais aussi de l'environnement, d'une communauté de commune, d'un café associatif, etc... C'était très intéressant, et cela nous a conduits à penser que nous pourrions travailler avec ces personnes pour réfléchir à cette question de l'évaluation qui revient de manière récurrente dans nos débats. On a vraiment l'impression que si nous prenions mieux conscience de ce qui fait la richesse de nos expériences, nous arriverions mieux à en parler et à nous faire comprendre de l'institution, de financeurs, ou de partenaires potentiels. En tout cas, nous avons trouvé là des pistes... mais si l'un ou l'autre d'entre vous a des idées, qu'il n'hésite pas à les exprimer, nous pourrions essayer d'avancer en nous appuyant les uns sur les autres.

Evelyne :

Nous avons quelques mois pour que chacun puisse réfléchir à la question.

Autre chose : nous réfléchissons à une visibilité du réseau sur Internet qui permette aussi d'échanger entre nous. Nous avons testé en interne l'idée de créer une liste de discussion. Cela fonctionne bien mais ne répond pas du tout à l'objectif d'être visible de l'extérieur du réseau. Et puis avec Franck Mathieu, le responsable de l'équipe *Résistances* qui est un journal mais aussi un réseau dont le site s'appelle : www.jeresiste.org, nous avons imaginé que ce site pourrait héberger notre réseau. *Résistances* créé à l'initiative du Mouvement ATD Quart Monde, réunit des citoyens qui dans leur vie de tous les jours agissent pour lutter contre l'exclusion et la grande pauvreté. Ils vivent eux-mêmes ou non dans une situation difficile. Ils agissent en tant que parent d'élève, en tant qu'habitant, professionnel, élu. L'équipe *Résistances* collecte des témoignages de ces personnes et le récit de situations de vie qu'elles peuvent constater ou vivre elles-mêmes. Ces informations sont retransmises sur ce site et dans le journal *Résistances* dont le prochain numéro paraît pour le 17 octobre

prochain, Journée mondiale du refus de la misère. De là est née l'idée d'avoir sur ce site un espace spécifique au réseau Wresinski Culture. Cela nous semblerait cohérent.

Brigitte Bourcier :

Pourquoi cette proposition ? Nous ne pouvons pas être partout, et nous sentons qu'il est nécessaire qu'un courant de citoyens très engagés se développe pour que notre manière de vivre ensemble associe vraiment tout le monde. Nous l'avons expérimenté et beaucoup d'entre vous aussi. Il y a des éléments de progrès dans les lois mais qui n'aboutissent pas à une application pour tous dans la réalité. C'est notre engagement en tant que citoyen qui peut faire changer les choses. Le Mouvement ATD Quart Monde participe à un courant pour donner des impulsions fortes mais ce n'est rien sans une dynamique où chaque citoyen devra aller au bout de ses responsabilités dans sa vie professionnelle, personnelle, syndicale... Je suis très liée au réseau des personnes qui ont reçu ce journal *Résistances* en Ile de France, et c'est très frappant de voir que beaucoup de gens cherchent à en rejoindre d'autres pour se relier en tant que personne, que l'on ait la vie dure ou pas, on a des choses à faire ensemble en tant qu'être humain. Les temps de partages culturels favorisent ces rencontres parce qu'alors on n'y est pas en train de se regarder dans nos difficultés mais dans ce que nous avons de commun. Cela donne une ouverture. Ces personnes-là ne font pas partie du réseau culture mais elles disent la même chose : « ça nous a fait « tilt ».

Nous verrons dans les mois qui viennent, mais nous recevons beaucoup de personnes qui auraient pu être là aujourd'hui. Elles ont dit beaucoup de choses qui ont à voir avec nos débats. Simplement par un biais différent.

Agnès Durand :

Je voulais aussi vous parler de la sortie de mon rapport sur le développement du réseau en région PACA, avec un regard un peu plus large, grâce notamment à ce que j'ai pu vivre en participant à des forums sociaux et à l'action liée à mon engagement au niveau de ma profession de conservateur. Il va bientôt être disponible pour tous ceux qui en ont envie. Tous les membres du réseau, acteurs culturels en PACA le recevront bien sûr puisqu'ils sont partie prenante de ce développement. Les autres pourront le demander.

Brigitte :

Puisque Agnès a parlé de PACA, moi je vais parler de l'Ile de France. Je disais tout à l'heure qu'en tant que Région, on aimerait faire une rencontre intermédiaire avant le mois de décembre, entre des acteurs locaux pour se rencontrer dans le même esprit. Donc je le dis à ceux qui sont de la région et que je ne connais pas. Nous sentons bien que pouvoir aussi se rencontrer, à quelques-uns, et prendre le temps d'échanger nos expériences, c'est aussi important comme vous l'avez fait à votre façon en PACA.

Evelyne :

Et bien voilà, la journée est terminée. Je sais que tout le monde n'a pas pris la parole. Si quelqu'un veut encore ajouter quelque chose, apporter une touche supplémentaire, nous avons le temps.....

Nous vous remercions beaucoup d'être venus. Nous allons retranscrire nos enregistrements pour faire le compte rendu le plus détaillé possible.

Merci beaucoup et bon retour !

PRESENTATION DES PERSONNES QUI ONT PRIS LA PAROLE

Patricia AGUERA, coordinatrice culturelle de l'association « l'Ilot-Livres » située à La Charité sur Loire (Nièvre). Recrutée il y a six ans pour organiser Les Rencontres Jeunes de la Nièvre, manifestation autour du livre qui dure quinze jours tous les ans en mars. Aujourd'hui elle développe dans quatre quartiers avec la médiathèque de Nevers, un projet de développement de la lecture pour tous dans le cadre du contrat Ville de Nevers. L'association est devenue centre de ressources pour le livre au niveau du département, pôle de formation de professionnels et de bénévoles, pôle de « prévention précoce » pour les actions en direction des familles peu familières des livres et toujours organisatrice des *Rencontres Jeunes*.

Laurence BODIN, médiatrice du livre pour la médiathèque de Nevers depuis huit ans. Elle anime des ateliers d'écriture avec des détenus de la Maison d'arrêt de Nevers, avec des jeunes à la Mission locale, dans des lycées, avec le Bureau d'Information Jeunesse. Elle fait du portage de livres à domicile, les lectures avec des adultes handicapés mentaux et en pédiatrie à l'hôpital. Elle mène aussi des bibliothèques de rue dans quatre quartiers de Nevers.

Brigitte BOURCIER, volontaire permanente du Mouvement ATD Quart Monde. Après avoir animé pendant plusieurs années l'Université Populaire d'Ile de France d'ATD Quart Monde, elle est à l'origine avec Jean-Paul Baget, chef de chœur, de la création d'un atelier chant dans le cadre de cette Université Populaire. Depuis 6 ans, cet atelier réunit autour du chant, des personnes issues de milieux très différents : certaines qui ont connu la misère où vivent encore dans une situation très difficile et des personnes ayant une place reconnue dans la société.

Valeska CIESLAK, responsable du service des publics au Musée de l'Hôtel-Dieu à Mantes-la-Jolie. Elle entretient des relations avec des associations locales pour ouvrir le musée à des personnes qui ne le fréquentent pas.

Bernard DEMAY, conseiller pour le livre et la lecture à la DRAC Ile de France, impliqué dans les projets de développement de la lecture dans la région.

Annick FUSTER, animatrice et formatrice des ateliers de peinture de rue, dans le cadre de l'association « Arts et Développement » fondée dans les quartiers nord de Marseille.

Valérie GAYE, responsable du bureau du développement de la lecture à la Direction du Livre et de la Lecture au Ministère de la culture et la Communication. Son service soutient l'action des bibliothèques de rue du Mouvement ATD Quart Monde.

Jeannette GUEHRIA, salariée au sein de la délégation Bouches du Rhône de l'association *Culture du Cœur*. L'association se situe en position d'interface entre des partenaires du secteur culturel et des acteurs de l'action sociale pour proposer des places de spectacle gratuites aux personnes les plus éloignées des pratiques culturelles. Jeannette Guehria a pour mission au sein de cette délégation, de suivre les relations avec les relais sociaux, de mettre en place les ateliers de sorties culturelles et d'encadrer le travail des 80 bénévoles.

Joël LEMERCIER, ancien volontaire du Mouvement ATD Quart Monde, formateur en insertion, pratique la sculpture et l'écriture. Il a mené pendant plusieurs années en Bretagne, des activités artistiques dans le cadre de projets d'insertion des conseils généraux pour des personnes bénéficiaires du RMI. Il s'est ensuite installé dans le Gard et s'est formé à l'art thérapie. Il mène aujourd'hui « l'Atelier de l'empreinte » dans le cadre des contrats d'insertion du conseil général.

Némata MAHAMDOU, médiatrice du livre de la médiathèque de Dunkerque. Elle est responsable du bibliobus qui va à la rencontre d'enfants de différents quartiers qui ne viennent pas à la médiathèque. Elle fait la lecture aux enfants et leur propose d'emprunter des livres. Elle intervient également à la maison d'arrêt où sont aussi organisées des animations autour du livre et des ateliers d'écriture.

Pauline RONSYN, médiatrice du livre de la médiathèque de Tournai en Belgique. Elle a commencé à animer une bibliothèque de rue il y a 6 ans. Pour accroître la possibilité de rejoindre plus de personnes dans les lieux qu'ils fréquentent, elle a développé des partenariats. Un travail avec vingt-cinq partenaires lui permet maintenant d'intervenir dans quarante lieux d'animation différents avec une douzaine d'animation hebdomadaires. Elle a créé un comité de concertation avec dix associations avec lesquelles elle travaille. Il se réunit trois fois par an.

Eric VANDEWALLE, éducateur spécialisé à l'association Française Bernard à Lille. Cette association a créé des ateliers créatifs dénommés « l'Orange Bleue » à destination des allocataires du RMI.

Qu'est ce qu'un réseau Wresinski du mouvement ATD Quart Monde ?

Les réseaux Wresinski sont issus du rapport "Grande pauvreté économique et sociale" du Conseil Economique et Social (1987). Ce rapport introduit trois éléments essentiels et porteurs de transformation dans l'approche de la grande pauvreté :

1. La misère est une violation des droits de l'Homme
Elle prive ceux qui la subissent de l'effectivité de leurs droits fondamentaux et ces droits fondamentaux sont constitutifs des Droits de l'Homme. Lutter contre la misère, c'est donc lutter pour le respect des Droits de l'Homme.
2. Il faut une politique globale pour lutter contre la misère
Les droits fondamentaux sont indivisibles. Pour bien lutter contre la misère, il faut donc prendre les personnes dans leur globalité.
3. C'est avec les personnes en grande pauvreté que l'on doit élaborer les projets.
Seules les personnes démunies peuvent dire ce qu'elles vivent. Il faut les associer à la réflexion, l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des actions.

Ces trois éléments adoptés par le CES sont au cœur des objectifs des huit réseaux Wresinski (habitat/ville, travail/métiers, santé, famille, école, vacances, vie locale citoyenne et culture).

Les réseaux Wresinski ont en outre le rôle d'organe de propositions, de vigilance et d'évaluation de la loi d'orientation relative à la lutte contre les exclusions de 1998. Depuis son adoption, "la lutte contre les exclusions est un impératif national" (art 1). Elle tend à garantir l'accès effectif à l'ensemble des droits fondamentaux. L'article 140 affirme plus précisément le droit à l'égalité des chances par l'éducation et la culture.

Concrètement, les réseaux Wresinski réunissent des professionnels qui dans leur domaine d'activité, ont le souci d'atteindre les personnes les plus démunies et de les associer aux décisions les concernant. Ces plates-formes d'échanges ont pour mission :

- le partage de la connaissance acquise auprès de personnes démunies,
- le partage de la connaissance du fonctionnement et du dysfonctionnement de la société à leur égard dans les différents métiers,
- le soutien à l'engagement des professionnels,
- la mutualisation des "bonnes pratiques" qui portent leurs fruits,
- la participation à la création d'un courant du refus de la misère et de l'exclusion.

Qu'est ce que le réseau Wresinski culture ?

Le réseau Wresinski culture se définit comme une plateforme d'échanges pour les professionnels dont les pratiques témoignent d'un engagement dans la lutte contre les exclusions. Il réunit actuellement 280 professionnels (personnel d'institutions culturelles : bibliothèque, musée, théâtre ; salariés ou bénévoles d'associations ayant une vocation culturelle ; artistes ; enseignants et formateurs dans le domaine artistique et culturel ; représentants des pouvoirs publics). Les activités culturelles et artistiques représentées sont diverses : lecture, écriture, conte, poésie, chant, arts plastiques, théâtre, sorties culturelles... Certains professionnels, membres du réseau ont mené ou mènent encore des actions culturelles en partenariat avec le Mouvement ATD Quart Monde, d'autres pas du tout.

Contact :

Evelyne Riou, animatrice du réseau Wresinski culture

Mouvement ATD Quart Monde

33 rue Bergère - 75009 Paris -

Tél. 01.42.46.81.95

reseau.culture@atd-quartmonde.org

Agnès Durand, animatrice et responsable des relations du réseau en région PACA

Tél. 04.91.31.37.65

agnes.du@numericable.fr